

CAI
XC 23
-MS8

1 sess. 29 part.
1973-74
NO. 1-4 & INDEX



3 1761 11650016 6

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 1

Thursday, June 7, 1973

Tuesday, June 12, 1973

Chairman: Mr. Gérard Duquet

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 1

Le jeudi 7 juin 1973

Le mardi 12 juin 1973

Président: M. Gérard Duquet

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Private Bills and Standing Orders

Bills Privés en général et du Règlement

RESPECTING:

Organization meeting
and

Petition of Centre Amusement Co.
Limited

INCLUDING:

The First Report to the House

CONCERNANT:

Réunion d'organisation
et

Pétition de la Centre Amusement Co.
Limited

Y COMPRIS:

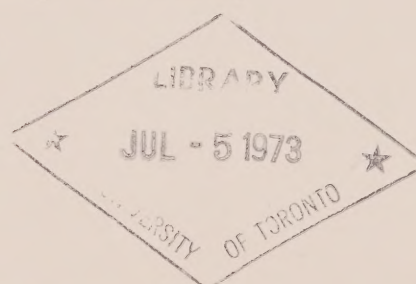
Le premier rapport à la Chambre

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS PRIVATE BILLS
AND STANDING ORDERS

Chairman: Mr. Gérard Duquet

Vice-Chairman: Mr. Peter Stollery

Messrs.

Baker	Coates
Caron	Fortin
Clermont	

COMITÉ PERMANENT DES
BILLS PRIVÉS EN GÉNÉRAL
ET DU RÈGLEMENT

Président: M. Gérard Duquet

Vice-président: M. Peter Stollery

Messieurs

McKenzie	Scott
Nelson	Thomas (<i>Moncton</i>)
	Yanakis—(12).

(Quorum 7)

Le greffier du Comité

Fernand Despatie

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Thursday, March 1, 1973:

Mr. Thomas (*Moncton*) replaced
Mr. Lambert (*Edmonton West*).

On Wednesday, June 6, 1973:

Mr. Béchard replaced Mr. Campbell.

On Tuesday, June 12, 1973:

Mr. Caron replaced Mr. Béchard.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le jeudi 1^{er} mars 1973:

M. Thomas (*Moncton*) remplace
M. Lambert (*Edmonton-Ouest*).

Le mercredi 6 juin 1973:

M. Béchard remplace M. Campbell.

Le mardi 12 juin 1973:

M. Caron remplace M. Béchard.

ORDERS OF REFERENCE

HOUSE OF COMMONS

Thursday, January 18, 1973.

Resolved,—That the following Members do compose the Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders:

Baker	Lambert (<i>Edmonton West</i>)
Campbell	McKenzie
Clermont	Nelson
Coates	Scott
Duquet	Stollery
Fortin	Yanakis—(12).

Friday, June 8, 1973.

Ordered,—That the petition of Centre Amusement Co. Limited, filed after the time limit specified under Standing Order 90, be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders, together with the Fourth Report of the Clerk of Petitions thereon, presented to the House on Thursday, May 31, 1973 for any recommendations the Committee deems advisable.

ATTEST

ORDRES DE RENVOI

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 18 janvier 1973

Il est résolu,—Que le Comité permanent des bills privés en général et du Règlement soit composé des députés dont les noms suivent:

Baker	Lambert (<i>Edmonton-Ouest</i>)
Campbell	McKenzie
Clermont	Nelson
Coates	Scott
Duquet	Stollery
Fortin	Yanakis—(12).

Le vendredi 8 juin 1973

Il est ordonné,—Que la pétition de la *Centre Amusement Co. Limited*, déposée après le délai spécifié à l'article 90 du Règlement, soit déferée au Comité permanent des bills privés en général et du Règlement, avec le Quatrième Rapport du greffier des pétitions présenté à la Chambre le jeudi 31 mai 1973, afin que le Comité soit en mesure de faire les recommandations qu'il jugera à propos.

ATTESTÉ

Le Greffier de la Chambre des communes

ALISTAIR FRAZER

The Clerk of the House of Commons

REPORT TO THE HOUSE

Wednesday, June 13, 1973.

The Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders has the honour to present its

FIRST REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Friday, June 8, 1973, your Committee has considered the petition of Centre Amusement Co. Limited, filed after the time limit specified under Standing Order 90, together with the Fourth Report of the Clerk of Petitions thereon, presented to the House on Thursday, May 31, 1973.

Mr. Poulin, Member of Parliament, Sponsor of the petition, stated that the delay beyond the time specified by Standing Order 90 was occasioned, in part, by factors beyond the control of Centre Amusement Co. Limited. Nevertheless, he stated that it is essential that the proposed legislation be allowed to proceed during the present session of Parliament. He therefore respectfully asked that this petition be received.

After hearing the reasons given for the late filing of this petition, your Committee recommends that Standing Order 90 be suspended in relation thereto, and that this petition be received. The consequent charges as provided for by Standing Order 91 (3) (a) and (c) amount to \$300.

The petition referred to above, together with the Fourth Report of the Clerk of Petitions, are returned herewith.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issue No. 1*) is tabled.

Respectfully submitted,

Le président
GÉRARD DUQUET
Chairman

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le mercredi 13 juin 1973.

Le Comité permanent des bills privés en général et du Règlement a l'honneur de présenter son

PREMIER RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du vendredi 8 juin 1973, le Comité a étudié la pétition de la *Centre Amusement Co. Limited*, déposée après le délai spécifié à l'article 90 du Règlement, ainsi que le Quatrième Rapport du greffier des pétitions s'y rapportant, présenté à la Chambre le jeudi 31 mai 1973.

M. Poulin, député, parrain de la pétition, a fait valoir que le délai, au-delà du temps déterminé à l'article 90 du Règlement, est imputable, en partie, à des facteurs indépendants de la volonté de la *Centre Amusement Co. Limited*. Néanmoins, il a déclaré qu'il était essentiel que le projet de loi soit adopté au cours de la présente session du Parlement, et il a demandé respectueusement que cette pétition soit reçue.

Après avoir pris en considération les raisons pour lesquelles cette pétition a été présentée en retard, le Comité recommande que l'application de l'article 90 du Règlement soit suspendue à cet égard et que la pétition soit reçue. Les frais imposables, ainsi qu'il est prévu aux alinéas a) et c) du paragraphe (3) de l'article 91 du Règlement, s'élèvent à \$300.

La pétition susmentionnée et le Quatrième Rapport du greffier des pétitions sont renvoyés avec le présent rapport.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages pertinents (*fascicule n° 1*) est déposé.

Respectueusement soumis,

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, JUNE 7, 1973.

(1)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders met this day at 11:15 o'clock a.m., for the purpose of organization.

Members of the Committee present: Messrs. Béchar, Clermont, Duquet, Fortin, Nelson, Scott, Stollery and Yanakis.

Other Member present: Mr. Foster.

The Clerk of the Committee presided over the election of a Chairman of the Committee.

Mr. Clermont, seconded by Mr. Scott moved,—That Mr. Duquet do take the Chair of this Committee as Chairman.

The question being put on the said motion, it was agreed to and Mr. Duquet was invited to take the Chair.

Mr. Duquet thanked the Committee for the honour bestowed on him.

On motion of Mr. Yanakis, seconded by Mr. Béchar, Mr. Stollery was appointed Vice-Chairman of this Committee.

*Agreed,—*That the Committee print 850 copies of its Minutes of Proceedings and Evidence and as a supplementary issue, an Index prepared by the Library of Parliament.

At 11:20 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité

J. H. Bennett

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 7 JUIN 1973.

(1)

[Traduction]

Le Comité permanent des bills privés en général et du Règlement se réunit aujourd'hui à 11 h. 15 du matin, pour s'organiser.

Membres du Comité présents: MM. Béchar, Clermont, Duquet, Fortin, Nelson, Scott, Stollery et Yanakis.

Autre député présent: M. Foster.

Le greffier du Comité préside à l'élection du président du Comité.

M. Clermont, appuyé par M. Scott, propose que M. Duquet occupe le fauteuil de ce comité en tant que président.

La motion, mise aux voix, est acceptée et M. Duquet est invité à occuper le fauteuil.

M. Duquet remercie le Comité de l'honneur qui lui est conféré.

Sur motion de M. Yanakis, appuyé par M. Béchar, M. Stollery est nommé vice-président du Comité.

*Il est convenu,—*Que le Comité fasse imprimer 850 exemplaires de ses procès-verbaux et témoignages et, en tant que fascicule supplémentaire, un index préparé par la Bibliothèque du Parlement.

A 11 h. 20 du matin, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MARDI 12 JUIN 1973

(2)

[Traduction]

Le Comité permanent des bills privés en général et du Règlement se réunit aujourd'hui à 15 h 40, sous la présidence de M. Duquet.

Membres du Comité présents: MM. Caron, Clermont, Duquet, McKenzie, Nelson, Scott et Stollery.

Témoin: M. Poulin, député.

Le Comité entreprend l'étude de son Ordre de renvoi du vendredi 8 juin 1973, qui se lit comme suit:

*Il est ordonné,—*Que la pétition de la *Centre Amusement Co. Limited*, déposée après le délai spécifié à l'article 90 du Règlement, soit déferée au Comité permanent des bills privés en général et du Règlement, avec le Quatrième Rapport du greffier des pétitions présenté à la Chambre le jeudi 31 mai 1973, afin que le Comité soit en mesure de faire les recommandations qu'il jugera à propos.

TUESDAY, JUNE 12, 1973.

(2)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders met at 3:40 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Duquet presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Caron, Clermont, Duquet, McKenzie, Nelson, Scott and Stollery.

Witness: Mr. Poulin, Member of Parliament.

The Committee proceeded to consider its Order of Reference of Friday, June 8, 1973, which reads as follows:

*Ordered,—*That the petition of *Centre Amusement Co. Limited*, filed after the time limit specified under Standing Order 90, be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders, together with the Fourth Report of the Clerk of Petitions thereon, presented to the House on Thursday, May 31, 1973 for any recommendations the Committee deems advisable.

Mr. Poulin, Sponsor of the petition of Centre Amusement Co. Limited, made a statement.

Mr. Poulin answered questions.

On motion of Mr. Clermont, it was agreed that a recommendation be made to the House seeking that Standing Order 90 be suspended in relation to this petition and that the said petition be received; that, as provided for by Standing Order 91(3)(a) and (c), charges of \$300 be levied; and that the Chairman of the Committee report to the House accordingly.

At 3:45 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

M. Poulin, parrain de la pétition de la *Centre Amusement Co. Limited*, fait une déclaration.

M. Poulin répond aux questions.

Sur motion de M. Clermont, il est convenu qu'une recommandation sera faite à la Chambre demandant que l'article 90 du Règlement soit suspendu à l'égard de ladite pétition et qu'elle soit recevable; qu'aux termes des dispositions de l'article 91(3)a) et c) du Règlement, des droits de \$300 soient perçus et que le président du Comité fasse rapport à la Chambre de la question.

A 15 h 45, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité,

Fernand Despatie.

Clerk of the Committee.

EVIDENCE*(Recorded by Electronic Apparatus)*

Tuesday, June 12, 1973.

• 1535

*[Texte]***The Chairman:** Gentlemen, I see a quorum.

Je demanderai donc au secrétaire de bien vouloir lire l'ordre de renvoi.

The Clerk of the Committee:

Friday, June 8, 1973, ORDERED—That the petition of Centre Amusement Co. Limited, filed after the time limit specified under Standing Order 90, be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders, together with the Fourth Report of the Clerk of Petitions thereon, presented to the House on Thursday, May 31, 1973 for any recommendations the Committee deems advisable.

ATTEST

The Clerk of the House of Commons.

Le président: Messieurs, je voudrais vous présenter... Mr. Hugh Poulin, sponsor of the petition. Mr. Dunlap, Parliamentary Agent, was supposed to be here but Mr. Poulin will start.

Mr. Poulin: Thank you, Mr. Chairman. Members of the Committee, this bill was introduced into the Senate originally. Its sole purpose is to revive the charter of the company known as Centre Amusement Co. Limited. This company was formed originally to operate a theatre on the Sparks Street Mall. It is now known as the Mall Theatre. Through inadvertence the company did not file its annual returns for several years and what then happened is that pursuant to the Corporations, Canada Act, the charter of the company was forfeited.

• 1540

Prior to this happening, this inadvertence, taking place, the two major shareholders of the company, a Mr. Stapleton and a Mrs. Stapleton, died. After their death, there ensued a disagreement between two factions of the family, and because of this disagreement there was a delay in filing the annual returns. Subsequent to that, and for the same reasons, there was a delay in filing this bill in the time specified by Rule 90 with the Clerk of the House of Commons.

I am here today as the sponsor of this bill that was originally brought up in the Senate by Senator Connolly, and I am here to seek the permission and ask this Committee if they would recommend to the House that notwithstanding the expiry of the 90-day period, the bill be permitted to be read in the House of Commons.

May I state, gentlemen, that it is my feeling that this type of bill should not be brought before the House of Commons, that there should be some other administrative way to do it, in that the Canada Corporations Act should be so amended. But as it stands now, the petitioners before you are without a remedy in the event that this petition is not granted.

TÉMOIGNAGES*(Enregistrement électronique)*

Le mardi 12 juin 1973

*[Interprétation]***Le président:** Messieurs, nous avons un quorum.

I will ask the Clerk to read you the order of reference.

Le greffier du Comité:

Le vendredi 8 juin 1973, IL EST ORDONNÉ Que la pétition de la Centre Amusement Co. Limited, déposée après le délai spécifié à l'article 90 du Règlement, soit déferée au comité permanent des Bills privés en général et du Règlement, avec le quatrième rapport du greffier des pétitions présenté à la Chambre le jeudi 31 mai 1973, afin que le comité soit en mesure de faire les recommandations qu'il jugera à propos.

ATTESTÉ

Le greffier de la Chambre des communes.

The Chairman: Gentleman, I would like to introduce... M. Hugh Poulin parrain de la pétition. M. Dunlap, agent parlementaire était censé être présent mais M. Poulin commencera.

M. Poulin: Merci monsieur le président. Messieurs les membres du comité ce bill a d'abord été présenté à la Chambre. Son seul objectif est de ressusciter la charte de la compagnie «Centre amusement Co. Limited». Celle-ci fut créée à l'origine, pour gérer un cinéma sur la rue Sparks. Celui-ci s'appelle maintenant le «Mall Theater». Malheureusement la compagnie n'a pas produit ses rapports annuels pendant plusieurs années et sa charte dut être abandonnée en vertu de la Loi sur les corporations.

Avant cela, les deux actionnaires principaux de la compagnie, M. et M^{me} Stapleton, sont décédés. Leur décès a été suivi par un désaccord entre deux factions de la famille, ce qui a entraîné un retard dans la production des déclarations d'impôt annuelles. A la suite de cela, et pour les mêmes raisons, ce bill n'a pu être transmis au greffier de la Chambre des communes dans les délais définis par l'article 90 du Règlement.

Je me présente donc aujourd'hui comme parrain de ce bill, qui fut à l'origine déposé au Sénat par le sénateur Connolly, afin de demander au Comité qu'il recommande à la Chambre que l'on autorise la lecture du bill, malgré le fait que le délai de 90 jours n'ait pas été respecté.

J'en profiterai pour dire, messieurs, que selon moi ce genre de bill ne devrait pas être présenté en Chambre et qu'il devrait exister une autre procédure administrative permettant de le faire; la Loi sur les corporations devrait être amendée à cette fin. Cependant, dans la situation actuelle, les auteurs de la pétition n'auront aucun autre recours si vous n'accédez pas à cette demande.

[Text]

As I say, the sole reason is to revive the charter of the company in order that the company can then have an existence and the estates of Mr. Stapleton and Mrs. Stapleton, who have passed away, can now be administered and the administration of those estates completed. It is a small bank balance of less than some \$2,000, and also it will simplify the estate tax problems with respect to these two things.

One of the administrators of the will is an administrator with will annexed. Mr. Dunlap, Q.C., who is a Parliamentary agent, is unfortunately tied up in court today and could not leave to come here. However, there is a man here from his office and the other gentleman, who is one of the administrators with will annexed of this estate, may be appearing shortly.

In the meantime, if you have any question on this matter, I would be prepared to attempt to answer them for you. Once again, I say that the sole purpose is to revive the charter and to give this company an existence, so that the estates of the shareholders can then be appropriately wound up.

The Chairman: Mr. McKenzie.

Mr. McKenzie: Have they filed all the proper papers in the meantime? Is everything in order?

Mr. Poulin: No, they have not as yet. The papers which were to be filed were not, and as a result of that, the action followed and the company's charter was forfeited. But part of the bill provides that within 60 days of Royal Assent being given to the bill, if that happens, all of the appropriate papers will and must be filed within 60 days.

The Chairman: Mr. Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, sans doute, nous avons eu des précédents. Quels sont-ils?

Le président: En réponse à votre question, monsieur Clermont, selon les alinéas a) et c) du paragraphe 3 de l'article 91 du Règlement, généralement dans des cas comme celui-ci le comité doit décider s'il exige l'amende réglementaire qui est de \$300 et accepte la pétition sollicitée.

Shall I repeat in English?

M. Clermont: Ils ont l'interprétation, monsieur le président. Ainsi, il y a des précédents.

Le président: Beaucoup de précédents, et presque dans chaque cas, à moins de raisons majeures, les gens sont soumis à une amende de \$300.

M. Clermont: Vous dites que dans chaque cas, l'amende est de \$300.

M. le président: C'est l'amende normale imposée aux retardataires.

M. Clermont: Je proposerais qu'on demande à la Chambre d'accepter le projet de loi avec l'amende habituelle, soit \$300.

The Chairman: It is proposed that a recommendation be made to the House seeking that Standing Order 90 be suspended in relation to this petition and that the said

[Interpretation]

Comme je l'ai dit, le seul objectif du bill est de ressuscrire la charte de la compagnie afin qu'elle puisse exister légalement et que les successions de M. et M^{me} Stapleton puissent être gérées et réglées définitivement. Il faut mentionner à cet égard un solde bancaire d'un peu moins de \$2,000; le règlement de ce problème simplifiera également les problèmes fiscaux.

L'un des administrateurs du testament est exécuteur testamentaire. M. Dunlap, c.r., qui est agent parlementaire, est malheureusement retenu au tribunal aujourd'hui et n'a pas pu se présenter. J'ai toutefois avec moi un représentant de son bureau, et l'administrateur du testament dont je viens de parler aura peut-être la possibilité de se présenter bientôt.

Entre-temps, si vous avez des questions à me poser, je suis tout disposé à tenter d'y répondre. Je rappellerai, avant de terminer, que le seul objectif du bill est de ressuscrire la charte de la compagnie afin qu'elle ait une existence légale et que les successions des actionnaires puissent être réglées de manière appropriée.

Le président: Monsieur McKenzie.

M. McKenzie: Les actionnaires ont-ils produit tous les documents à temps? Tout est-il en règle?

M. Poulin: Non, ceci n'a pas encore été fait. Les documents qui devaient être produits ne l'ont pas été, ce qui a entraîné les mesures dont je vous ai parlé et l'amendement de la charte de la compagnie. Cependant, une partie du bill prévoit que dans les 60 jours suivant la date où la loi aura reçu la Sanction royale, tous les rapports requis devront être produits.

Le président: Monsieur Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I suppose there have been previous cases. What are they?

The Chairman: I will say, Mr. Clermont, that according to Standing Order 91(3)(a) and (c), the Committee has to decide, in cases such as this one, if a charge of \$300 will be levied in order to grant the petition.

Dois-je répéter en anglais?

Mr. Clermont: Mr. Chairman, they have the interpretation. So there have been previous cases.

The Chairman: There have been many and the charge of \$300 has been levied in nearly all of them.

Mr. Clermont: In each case the charge is \$300?

The Chairman: That is the usual charge levied against late files.

Mr. Clermont: Then I will move that we recommend to the House of Commons to accept this bill with the usual charge of \$300.

Le président: Il est proposé que l'on recommande à la Chambre qu'elle suspende l'article 90 du Règlement, en ce qui concerne cette pétition et que celle-ci soit acceptée;

[Texte]

petition be received; that, as provided for by Standing Order 91 (3) (a) and (c), charges of \$300 be levied; and that the Chairman of the Committee be hereby instructed to report to the House accordingly.

Motion adoptée.

Mr. Poulin: Thank you very much, gentlemen.

Le président: Alors, messieurs, je vous remercie.

I thank everybody for the short sitting. This is all that we have on the agenda for today and so the Committee adjourns to the call of the Chair. Thank you very much.

[Interprétation]

en outre, il est proposé qu'une amende de \$300 soit imposée en vertu de l'article 91(3) (a) et (c); finalement, il est proposé que l'on demande au président du Comité de faire rapport à la Chambre sur cette question.

Motion accepted.

M. Poulin: Merci beaucoup.

The Chairman: Gentlemen, thank you very much.

Je remercie tous les membres du Comité. C'est tout ce que nous avons à l'ordre du jour pour aujourd'hui et la séance est levée. Merci beaucoup.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 2

Tuesday, June 19, 1973

Chairman: Mr. Gérard Duquet

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 2

Le mardi 19 juin 1973

Président: M. Gérard Duquet

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Private Bills and Standing Orders

Bills privés en général et du Règlement

RESPECTING:

Petition of The National Dental
Examining Board of Canada

CONCERNANT:

Pétition de *The National Dental
Examining Board of Canada*

INCLUDING:

The Second Report to the House

Y COMPRIS:

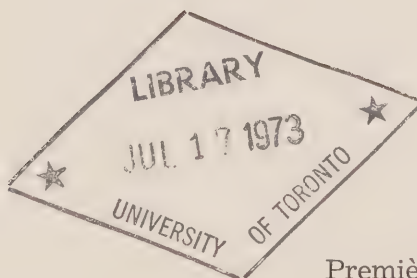
Le deuxième rapport à la Chambre

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS PRIVATE BILLS
AND STANDING ORDERS

Chairman: Mr. Gérard Duquet

Vice-Chairman: Mr. Peter Stollery

Messrs.

Baker	Coates
Caron	Fortin
Clermont	McKenzie

COMITÉ PERMANENT DES
BILLS PRIVÉS EN GÉNÉRAL
ET DU RÈGLEMENT

Président: M. Gérard Duquet

Vice-président: M. Peter Stollery

Messieurs

Nelson	Thomas (<i>Moncton</i>)
Scott	Yanakis—(12).

(Quorum 7)

Le greffier du Comité

Fernand Despatie

Clerk of the Committee

ORDER OF REFERENCE

Thursday, June 14, 1973.

Ordered,—That the petition of The National Dental Examining Board of Canada, filed after the time limit specified under Standing Order 90, be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders, together with the Fourth Report of the Clerk of Petitions thereon, presented to the House on Thursday, May 31, 1973 for any recommendations the Committee deems advisable.

ATTEST

ORDRE DE RENVOI

Le jeudi 14 juin 1973

Il est ordonné,—Que la pétition de *The National Dental Examining Board of Canada*, déposée après le délai spécifié à l'article 90 du Règlement, soit déférée au Comité permanent des bills privés en général et du Règlement, avec le Quatrième Rapport du greffier des pétitions présenté à la Chambre le jeudi 31 mai 1973, afin que le Comité soit en mesure de faire les recommandations qu'il jugera à propos.

ATTESTÉ

Le Greffier de la Chambre des communes

ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of Commons

REPORT TO THE HOUSE

Wednesday, June 20, 1973.

The Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders has the honour to present its

SECOND REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Thursday, June 14, 1973, your Committee has considered the petition of The National Dental Examining Board of Canada, filed after the time limit specified under Standing Order 90, together with the Fourth Report of the Clerk of Petitions thereon, presented to the House on Thursday, May 31, 1973.

Mr. Railton, Member of Parliament, Sponsor of the petition, stated that the delay beyond the time specified by Standing Order 90 was occasioned, in part, by factors beyond the control of The National Dental Examining Board of Canada. Nevertheless, he stated that it is essential that the proposed legislation be allowed to proceed during the present session of Parliament. He therefore respectfully asked that this petition be received.

After hearing the reasons given for the late filing of this petition, your Committee recommends that Standing Order 90 be suspended in relation thereto, and that this petition be received. The consequent charges as provided for by Standing Order 91 (3) (a) and (c) amount to \$300.

The petition referred to above, together with the Fourth Report of the Clerk of Petitions, are returned herewith.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (Issue No. 2) is tabled.

Respectfully submitted,

Le président

GÉRARD DUQUET

Chairman

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le mercredi 20 juin 1973

Le Comité permanent des bills privés en général et du Règlement a l'honneur de présenter son

DEUXIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du jeudi 14 juin 1973, le Comité a étudié la pétition de *The National Dental Examining Board of Canada*, déposée après le délai spécifié à l'article 90 du Règlement, ainsi que le Quatrième Rapport du greffier des pétitions s'y rapportant, présenté à la Chambre le jeudi 31 mai 1973.

M. Railton, député, parrain de la pétition, a fait valoir que le délai, au delà du temps déterminé à l'article 90 du Règlement, est imputable, en partie, à des facteurs indépendants de la volonté de *The National Dental Examining Board of Canada*. Néanmoins, il a déclaré qu'il était essentiel que le projet de loi soit adopté au cours de la présente session du Parlement, et il a demandé respectueusement que cette pétition soit reçue.

Après avoir pris en considération les raisons pour lesquelles cette pétition a été présentée en retard, le Comité recommande que l'application de l'article 90 du Règlement soit suspendue à cet égard et que la pétition soit reçue. Les frais imposables, ainsi qu'il est prévu aux alinéas a) et c) du paragraphe (3) de l'article 91 du Règlement, s'élèvent à \$300.

La pétition susmentionnée et le Quatrième Rapport du greffier des pétitions sont renvoyés avec le présent rapport.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages pertinents (*fascicule n° 2*) est déposé.

Respectueusement soumis,

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JUNE 19, 1973

(3)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders met at 3:35 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Duquet, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Caron, Clermont, Duquet, Nelson, Stollery, Thomas (*Moncton*) and Yanakis.

Other Member present: Mr. Leblanc (*Laurier*).

Witness: Mr. Railton, Member of Parliament.

The Committee proceeded to consider its Order of Reference of Thursday, June 14, 1973, which reads as follows:

Ordered,—That the petition of The National Dental Examining Board of Canada, filed after the time limit specified under Standing Order 90, be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders, together with the Fourth Report of the Clerk of Petitions thereon, presented to the House on Thursday, May 31, 1973 for any recommendations the Committee deems advisable.

Mr. Railton, Sponsor of the petition of The National Dental Examining Board of Canada, made a statement.

On motion of Mr. Clermont, it was agreed that a recommendation be made to the House seeking that Standing Order 90 be suspended in relation to this petition and that the said petition be received; that, as provided for by Standing Order 91 (3) (a) and (c), charges of \$300 be levied; and that the Chairman of the Committee report to the House accordingly.

At 3:40 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 19 JUIN 1973

(3)

[Traduction]

Le Comité permanent des bills privés en général et du Règlement se réunit aujourd'hui à 15 h 35 sous la présidence de M. Duquet.

Membres du Comité présents: MM. Caron, Clermont, Duquet, Nelson, Stollery, Thomas (*Moncton*) et Yanakis.

Autre député présent: M. Leblanc (*Laurier*).

Témoin: M. Railton, député.

Le Comité entreprend l'examen de son Ordre de renvoi du 14 juin 1973, qui se lit comme suit:

Il est ordonné,—Que la pétition de The National Dental Examining Board of Canada, déposée après le délai spécifié à l'article 90 du Règlement, soit déférée au Comité permanent des bills privés en général et du Règlement, avec le Quatrième Rapport du greffier des pétitions présenté à la Chambre le jeudi 31 mai 1973, afin que le Comité soit en mesure de faire les recommandations qu'il jugera à propos.

M. Railton, parrain de la pétition de *The National Dental Examining Board of Canada*, fait une déclaration.

Sur motion de M. Clermont, il est convenu qu'une recommandation soit faite à la Chambre que l'article 90 du Règlement soit suspendu à l'égard de la présente pétition et que ladite pétition soit agréée; que, tel que prévu à l'article 91 (3) a) et c), des droits de \$300 soient imposés; et que le président du Comité en fasse rapport à la Chambre.

A 15 h 40, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Le greffier du Comité

Fernand Despatie

Clerk of the Committee

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 19 juin 1973

● 1534

[Text]

Le président: Messieurs, je vois qu'il y a quorum. Nous allons procéder à l'étude de la pétition. Je demanderais au secrétaire du Comité de bien vouloir donner lecture de l'ordre de renvoi.

The Clerk: Thursday, June 14, 1973. Ordered:

● 1535

That the petition of The National Dental Examining Board of Canada, file after the time limit specified under Standing Order 90, be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders, together with the Fourth Report of the Clerk of Petitions thereon, presented to the House on Thursday, May 31, 1973 for any recommendations the Committee deems advisable.

Le président: Alors, messieurs, c'est M. Railton qui est le parrain du Bill et il sera aidé par M. Roberts qui remplace ici M. King.

Would you please give preliminary information on the cause of the delay in presenting the petition.

Mr. Railton: Yes, Mr. Chairman. Thank you. This is no time to discuss the bill itself, is it?

Apparently the main reason why it was not filed within the time prescribed by the leaders of the House of Commons for hearing this session is because the National Dental Examining Board was unable to obtain the concurrence of the Royal College of Dentists of Canada within the required time. Actually they had to cover not only the examinations of general practitioner dentists, assistants and para dental help but also the examination of specialists. To obtain the consent for the latter it had to be passed by the Royal College of Dentists and it took longer than they expected; it went past the deadline. Therefore, I would ask for your help in bringing this before the House in spite of its being late in filing.

Would you like me to read the other paragraph? Mr. King has provided me with the information.

It is necessary to have this bill considered by Parliament at this session since the National Dental Examining Board has entered into reciprocal agreements with certain dental schools in Canada and the United States of America to grant certification to the persons who graduate from these schools in 1974. It was hoped that this bill would be considered by Parliament in sufficient time to carry out these proposals in 1974 if allowed by Parliament.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, June 19, 1973.

[Interpretation]

The Chairman: I see a quorum. We will proceed with the study of the petition. I will ask the Secretary of the Committee to read the Order of Reference.

Le greffier: Le jeudi 14 juin 1973, il est ordonné:

Que la pétition de The National Dental Examining Board of Canada, déposée après le délai spécifié à l'article 90 du Règlement, soit déférée au Comité permanent des bills privés en général et du Règlement, avec le Quatrième Rapport du greffier des pétitions présenté à la Chambre le jeudi 31 mai 1973, afin que le Comité soit en mesure de faire les recommandations qu'il jugera à propos.

The Chairman: And so, members of the committee, it is Mr. Railton who is the sponsor of the bill and he will be supported by Mr. Roberts who is here to replace Mr. King.

Pourriez-vous nous donner des renseignements préliminaires permettant de motiver le retard qui s'est produit en rapport avec la présentation de cette pétition.

M. Railton: Oui, monsieur le président. Merci. Je suppose que nous n'allons pas discuter du bill lui-même?

Il semble que la principale raison pour laquelle le dépôt de cette pétition n'a pas été fait dans le délai requis par les leaders de la Chambre des communes pour pouvoir être entendus au cours de la présente session résulte du fait que le Bureau national d'examen dentaire du Canada n'a pas réussi à obtenir l'accord du Collège royal des chirurgiens dentistes du Canada en temps voulu. En fait, il a fallu non seulement étudier le cas des dentistes non-spécialisés, des assistants dentaires et paradentaires mais aussi celui des dentistes-spécialistes. Pour obtenir le consentement au sujet de ces derniers, il fallait l'approbation du Collège royal des chirurgiens dentistes du Canada et il a fallu plus de temps que prévu. Nous avons dépassé la date limite. Par conséquent, je demande votre collaboration pour présenter cette pétition à la Chambre malgré ce dépôt assés en retard.

Pourriez-vous me lire l'autre paragraphe? M. King m'a fourni ces renseignements.

Il importe que ce bill soit étudié par le Parlement à la présente session car le Bureau national d'examen dentaire du Canada a passé des accords de réciprocité avec certaines écoles dentaires au Canada et aux États-Unis d'Amérique pour permettre l'attribution de certificats aux diplômés sortant de ces écoles en 1974. On avait espéré que ce bill serait étudié par le Parlement en temps pour permettre, avec l'approbation du Parlement, de mettre ces dispositions en application.

[Texte]

M. Clermont: Monsieur le président je crois que nous avons eu un cas similaire devant ce Comité, le 12 juin 1973. Pour les raisons qui ont été invoquées par le parrain de ce projet de loi, notre collègue, moi, je propose qu'une recommandation soit faite à la Chambre demandant que l'application de l'article 90 du Règlement soit suspendue à l'égard de ladite pétition, qu'elle soit reçue, qu'aux termes des dispositions de l'article 91(3)a) et c) du Règlement des frais de \$300 soient perçus et que le président du Comité fasse rapport à la Chambre de la question.

The Chairman: Is this motion agreed to or are there any questions?

Motion agreed to.

The Chairman: Thank you very much Mr. Railton for presenting this petition in the name of the association.

La motion étant adoptée à l'unanimité, le Comité suspend ses travaux jusqu'à une nouvelle convocation du président.

Merci, messieurs.

Mr. Railton: I wish to thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: The meeting is adjourned.

[Interprétation]

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I think this committee heard a similar case on June 12, 1973. I felt the reasons given by our colleague, the sponsor of this bill, I move that a recommendation be made to the House seeking that Standing Order 90 be suspended in relation to this petition and that the said petition be received; that, as provided for by Standing Order 91(3)(a) and (c), charges of \$300 be levied; and that the Chairman of the Committee report to the House accordingly.

Le président: Êtes-vous d'accord sur cette motion ou voulez-vous poser des questions?

La motion est adoptée.

Le président: Nous vous remercions beaucoup monsieur Railton d'avoir présenté cette pétition au nom de l'Association.

The motion being unanimously agreed, the committee adjourns to the call of the Chair.

Thank you.

M. Railton: Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Le président: La séance est levée.

CPI XL 23
1156
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 3

Wednesday, July 4, 1973

Chairman: Mr. Gérard Duquet

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 3

Le mercredi 4 juillet 1973

Président: M. Gérard Duquet

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Miscellaneous Private Bills and Standing Orders

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Bills privés en général et du Règlement

RESPECTING:

Bill S-6, An Act respecting
Centre Amusement Co. Limited

INCLUDING:

The Third Report to the House

CONCERNANT:

Bill S-6, Loi concernant la
Centre Amusement Co. Limited

Y COMPRIS:

Le troisième rapport à la Chambre

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS PRIVATE BILLS
AND STANDING ORDERS

Chairman: Mr. Gérard Duquet

Vice-Chairman: Mr. Peter Stollery

Messrs.

Baker	Fortin
Caron	Jarvis
Clermont	

COMITÉ PERMANENT DES
BILLS PRIVÉS EN GÉNÉRAL
ET DU RÈGLEMENT

Président: M. Gérard Duquet

Vice-président: M. Peter Stollery

Messieurs

Lessard	Nelson
McKenzie	Scott
	Thomas (<i>Moncton</i>)—(12).

(Quorum 7)

Le greffier du Comité

Fernand Despatie

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Wednesday, July 4, 1973:

Mr. Jarvis replaced Mr. Coates;
Mr. Lessard replaced Mr. Yanakis.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 4 juillet 1973:

M. Jarvis remplace M. Coates;
M. Lessard remplace M. Yanakis.

ORDER OF REFERENCE

Thursday, June 28, 1973.

Ordered,—That Bill S-6, An Act respecting Centre Amusement Co. Limited, be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders.

ATTEST

ORDRE DE RENVOI

Le jeudi 28 juin 1973

Il est ordonné,—Que le Bill S-6, Loi concernant la Centre Amusement Co. Limited, soit déferé au Comité permanent des bills privés en général et du Règlement.

ATTESTÉ

Le Greffier de la Chambre des communes

ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of Commons

REPORT TO THE HOUSE

Thursday, July 5, 1973.

The Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders has the honour to present its

THIRD REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Thursday, June 28, 1973, your Committee has considered Bill S-6, An Act respecting Centre Amusement Co. Limited, and has agreed to report it without amendment.

A copy of the Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (Issue No. 3) is tabled.

Respectfully submitted,

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le jeudi 5 juillet 1973

Le Comité permanent des bills privés en général et du Règlement a l'honneur de présenter son

TROISIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du jeudi 28 juin 1973, le Comité a étudié le Bill S-6, Loi concernant la Centre Amusement Co. Limited, et a convenu d'en faire rapport sans modification.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages pertinents (*fascicule n° 3*) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président

GÉRARD DUQUET,

Chairman.

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, JULY 4, 1973.

(4)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders met at 3:40 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Duquet presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Caron, Clermont, Duquet, Jarvis, Lessard, McKenzie and Stollery.

Other Member present: Mr. Herbert.

Witnesses: Mr. Poulin, Member of Parliament, Sponsor of Bill S-6; Mr. John G. Dunlap, Q.C., Parliamentary Agent for Centre Amusement Co. Limited.

The Committee proceeded to consider Bill S-6, An Act respecting Centre Amusement Co. Limited.

On Clause 1—

Mr. Poulin made a statement.

Mr. Dunlap answered questions.

Clause 1 carried.

Clause 2 carried.

Clause 3 carried.

The Preamble carried.

The Title carried.

The Bill carried.

Ordered,—That the Chairman report Bill S-6, without amendment.

At 3:50 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 4 JUILLET 1973

(4)

[Traduction]

Le comité permanent des bills privés en général et du règlement se réunit aujourd'hui à 15 h. 40 sous la présidence de M. Duquet.

Membres du comité présents: MM. Caron, Clermont, Duquet, Jarvis, Lessard, McKenzie et Stollery.

Autre député présent: M. Herbert.

Témoins: M. Poulin, député, parrain du bill S-6; M. John G. Dunlap, C.R., agent parlementaire de la Centre Amusement Co. Limited.

Le comité passe à l'étude du bill S-6, Loi concernant la Centre Amusement Co. Ltd.

A l'article 1—

M. Poulin fait une déclaration.

M. Dunlap répond aux questions.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le préambule est adopté.

Le titre est adopté.

Le bill est adopté.

Il est ordonné: Que le président fasse rapport du bill S-6 sans amendement.

A 15 h. 50, le comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le Greffier du Comité

Fernand Despatie,

Clerk of the Committee.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mercredi le 4 juillet 1973.

● 1535

[Text]

Le président: Messieurs, je vois que nous avons quorum. Nous allons commencer. Il s'agit de l'adoption du Bill S-6, Loi concernant la Centre Amusement Co. Limited. Le secrétaire pourrait peut-être lire l'ordre de renvoi.

The Clerk: Thursday, June 28, 1973, ORDERED, that Bill S-6, An Act respecting Centre Amusement Co. Limited be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders.

M. Clermont: Monsieur le président, est-ce qu'un représentant de la compagnie est présent ou seulement un conseiller juridique?

Le président: M. Poulin, le parrain du projet de loi est présent, monsieur Clermont. Il est accompagné de M. Dunlap qui est agent parlementaire, représentant la Centre Amusement.

M. Clermont: Serait-il par hasard l'ancien joueur de football?

Le président: Je ne sais pas, je ne le connais vraiment pas le football.

M. Clermont: Oui, je sais, c'est Jake Dunlap.

Mr. John G. Dunlap, Q.C. (Parliamentary Agent): That is right.

Mr. Clermont: I know him.

Le président: Alors, monsieur Poulin, vous avez la parole.

Mr. Hugh Poulin, M.P. (Sponsor of the Bill): Thank you, Mr. Chairman. Members of the Committee, may I just state briefly that the sole purpose of this bill is to revive the charter of Centre Amusement Co. Limited. The charter was forfeited pursuant to Section 133(11) of the Canada Corporations Act for failure to file the annual returns of the company. This in turn came about because it is a small private company closely held by a few shareholders. The two major shareholders holding the majority except for qualifying shares of the company died within a short time of one another. Subsequent to their death a dispute arose over the administration of the respective estates of these two deceased persons.

● 1540

The dispute further complicated the matter as to who should file the annual returns and the returns were not filed. A notice was sent out pursuant to Subsection (10) of that act effectively dissolving the company and the company was thereby dissolved. Subsequently, Mr. Dunlap, who is on my right, became one of the administrators of the estate with will annexed. The other party interested in the company is also represented and we therefore have two estates proceeding simultaneously. The only way the estate can be wound up is to have the charter of this

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, July 4, 1973.

[Interpretation]

The Chairman: Gentlemen, I see we have a quorum. Today, we have to deal with the passage of Bill S-6, An Act on Centre Amusement Co. Limited. The Clerk could read the Order of Reference.

Le greffier: Le jeudi 28 juin 1973, il est ordonné que le le Bill S-6, Loi concernant la Centre Amusement Co. Limited, soit déferé au Comité permanent des bills privés et du règlement.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, is a representative of the company here, or only a legal adviser?

The Chairman: Mr. Poulin is here. He is the sponsor of this bill. He is accompanied by Mr. Dunlap, who is Parliamentary Agent representing Centre Amusement Co.

Mr. Clermont: Is he, by chance, an ex-footballer?

The Chairman: I do not know. I am not very familiar with this sport.

Mr. Clermont: Yes, I know, it is Jake Dunlap.

M. John G. Dunlap c.r., (Agent parlementaire): C'est exact.

M. Clermont: Je le connais.

The Chairman: Mr. Poulin, you have the floor.

M. Hugh Poulin, député (parrain du bill): Merci, monsieur le président. Messieurs, je vais vous exposer brièvement l'unique objet de ce bill, à savoir de reconstituer la charte de la Centre Amusement Co. Limited. La charte de cette société a été supprimée conformément à l'article 133(11) de la Loi sur les corporations du Canada, car cette société n'avait pas communiqué ses bénéfices annuels. Cela a été découvert car il s'agit d'une petite société privée, possédée par quelques actionnaires. Les deux actionnaires principaux, qui détenaient la majorité des actions, décédèrent à un intervalle très rapproché. A la suite de leur décès, un conflit a surgi quant à l'administration de leurs biens respectifs.

Le conflit s'est aggravé par la suite, alors qu'il s'agissait de savoir qui devait présenter les bénéfices annuels de la société; c'est pour cela que finalement ils n'ont pas été présentés. Un avis a été envoyé à cette société, conformément au paragraphe 10 de cette loi pour dissoudre cette société; ce qui fut fait. En conséquence, M. Dunlap, qui se trouve à ma droite, est devenu l'un des administrateurs des biens ainsi annexés. L'autre parti intéressé dans cette société est également représenté, de sorte que nous sommes en présence de deux administrations distinctes. La seule façon de normaliser la situation est de recon-

[Texte]

small company revived so that the assets of that company can then be dealt with.

May I just say a brief word on Centre Amusements Co. Limited. The company, was a theatre on the Sparks Street Mall formerly known as the Centre Theatre. It is now the Mall Theatre. I understand the assets of this company are very small and limited and, as I mentioned at the outset, the sole purpose of bringing this bill here is to revive the company.

I might say that I think there should be some easier and more expeditious manner in determining this than having the Senate, the House of Commons and committees of both houses sit to decide this. There is a representative here from the Department of Consumer and Corporate Affairs, Mrs. Nicholson, and I suggest this could easily be done in my view by regulations whereby the Minister would have a discretion in a case such as this to revive the charter so that the estate could be administered. Mr. Dunlap, who is administering one of these estates, is a parliamentary agent and can answer any of your questions.

Thank you Mr. Chairman.

M. Clermont: Monsieur Dunlap, à l'article 3 du Bill S-6, je vois que si les rapports ne sont pas faits à temps... voici:

Aucune disposition de la présente loi ne peut être considérée comme libérant ou privant...

Non, ce n'est pas cela. Je m'excuse monsieur le président, Je veux parler du paragraphe 2(2):

(2) Le défaut de satisfaire aux exigences du paragraphe (1) du présent article rendra la présente loi nulle et de nul effet.

Est-ce que M. Dunlap peut nous assurer qu'il est prêt à remplir les exigences de la loi et à faire le rapport des corporations?

Mr. Dunlap: Definitely. We are ready to fulfill all the requirements. As I said, it was mere inadvertence on our part because there was quick succession: the two major shareholders died very shortly, one after the other, the main assets in the property had been sold. Because there were two administrators with will annexed in the main estate, the ball bounced from one to the other and actually nobody filed. It was inadvertence on our part. The only thing we have to do is now go through this rather laborious procedure of getting the company revived. I can ensure that all the debts of the estate have been paid, all succession duties have been paid and all estate taxes have been paid on all estates, and that we will do everything we are required to do from now on.

Mr. Clermont: You have 60 days to do that according to...

Mr. Dunlap: According to Clause 2 of the bill, yes.

Mr. Clermont: Yes, 60 days.

Mr. Dunlap: That is correct.

Mr. Clermont: And do you think it will be possible to do that?

[Interprétation]

stituer la charte de cette petite société afin que les biens en soient répartis.

Je veux vous dire quelques mots sur la *Centre Amusement Co. Limited*. Il s'agissait d'un cinéma, situé sur la rue Sparks, et connu jadis sous le nom de *Centre Theatre*. On le connaît aujourd'hui sous le nom de *Mall Theatre*. Les biens de cette société sont très limités, comme je l'ai déjà dit, et l'unique objet de ce bill est de donner un nouveau départ à cette société.

A mon avis, il devrait y avoir des moyens beaucoup plus aisés et plus rapides de résoudre ces problèmes que de le faire examiner par le Sénat, la Chambre des communes et les comités. Est ici présent un représentant du ministère de la Consommation et des Corporations, M^{me} Nicholson, et je pense que ce problème pourrait être facilement résolu si les règlements étaient établis par lesquels le ministre serait habilité, dans de tels cas, à reconstituer la charte d'une société afin d'en faciliter l'administration. M. Dunlap qui administre une partie de ces biens, est également agent parlementaire et peut répondre à vos questions.

Merci, monsieur le président.

Mr. Clermont: Mr. Dunlap, in Clause 3 of the Bill S-6, I see that, if the returns are not filed in due time...

Nothing in this Act shall be deemed to deprive of this charge...

No, I got the wrong line. I am sorry, Mr. Chairman, I intended to speak about subclause 2(2):

(2) Failure to comply with the requirements of subsection (1) of this section will render this Act null and void.

Is Mr. Dunlap ready to assure us that he is going to comply with the requirements of the bill, and so file the returns of the corporations?

M. Dunlap: Certainement. Nous sommes prêts à remplir toutes les exigences. Comme je l'ai déjà dit, ce ne fut qu'un simple oubli de notre part car tout cela s'est passé très vite: les deux actionnaires principaux sont décédés très rapidement, de sorte que les biens de cette propriété ont été vendus. Étant donné qu'il y avait deux administrateurs pour une même succession, chacun s'est rejeté la balle, et personne n'a rien fait. Ce ne fut qu'une simple négligence de notre part. Ce qu'il nous faut faire maintenant est de suivre cette procédure assez laborieuse pour reconstituer la société. Je peux vous assurer que toutes les dots de la succession ont été payées, ainsi que tous les droits de succession, les impôts, etc.; je vous assure que nous nous conformerons aux exigences de la loi.

M. Clermont: Vous avez un délai de 60 jours selon...

M. Dunlap: Oui, et selon l'article 2 de ce bill.

M. Clermont: Très bien.

M. Dunlap: C'est exact.

M. Clermont: Et pensez-vous que vous pourrez faire tout cela dans ce délai?

[Text]

Mr. Dunlap: Yes, I think we have all the returns ready for filing now, pending the approvals.

The Chairman: Are there any other questions gentlemen?

Preamble agreed to.

Clauses 1, 2 and 3 agreed to.

Title agreed to.

Bill S-6 agreed to.

The Chairman: Shall I report the bill?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Thank you Mr. Poulin and Mr. Dunlap. Thank you gentlemen.

We will adjourn to the call of the Chair.

[Interpretation]

M. Dunlap: Oui. Le rapport de la société est prêt, nous attendons les approbations nécessaires.

Le président: Avez-vous d'autres questions, messieurs?

Le préambule est adopté.

Les articles 1, 2 et 3 sont adoptés.

Le titre est adopté.

Le Bill S-6 est adopté.

Le président: Dois-je faire rapport du bill?

Des voix: D'accord.

Le président: Merci messieurs Poulin et Dunlap. Merci messieurs.

La séance est levée à l'appel de la présidence.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 4

Wednesday, December 5, 1973

Chairman: Mr. Gérard Duquet

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 4

Le mercredi 5 décembre 1973

Président: M. Gérard Duquet

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Miscellaneous Private Bills and Standing Orders

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Bills privés en général et du Règlement

RESPECTING:

Bill S-7, An Act respecting the National
Dental Examining Board of Canada

INCLUDING:

The Fourth Report

CONCERNANT:

Le Bill S-7, Loi concernant The National
Dental Examining Board of Canada

Y COMPRIS:

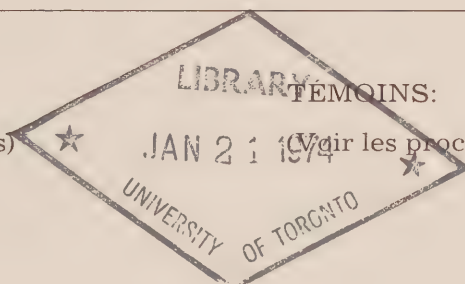
Le quatrième rapport

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS PRIVATE BILLS
AND STANDING ORDERS

Chairman: Mr. Gérard Duquet

Vice-Chairman:

and Messrs.

Baker
Clermont
Fortin

Foster
Jarvis
McKenzie

COMITÉ PERMANENT DES
BILLS PRIVÉS EN GÉNÉRAL
ET DU RÈGLEMENT

Président: M. Gérard Duquet

Vice-président:

et Messieurs

Nelson
Railton
Scott

Smith (*St. Jean*)
Thomas (*Moncton*)—(12)

(Quorum 7)

Le greffier du Comité

Fernand Despatie

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On December 4, 1973:

Mr. Foster replaced Mr. Caron;
Mr. Railton replaced Mr. Lessard.

On December 5, 1973:

Mr. Smith (*St. Jean*) replaced Mr. Stollery.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le 4 décembre 1973:

M. Foster remplace M. Caron;
M. Railton remplace M. Lessard.

Le 5 décembre 1973:

M. Smith (*Saint Jean*) remplace M. Stollery.

ORDER OF REFERENCE

Thursday, November 22, 1973

Ordered—That Bill S-7, An Act respecting The National Dental Examining Board of Canada, be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders.

ATTEST

ORDRE DE RENVOI

Le jeudi 22 novembre 1973

Il est ordonné,—Que le Bill S-7, Loi concernant The National Dental Examining Board of Canada, soit déféré au Comité permanent des bills privés en général et du Règlement.

ATTESTÉ

Le Greffier de la Chambre des communes

ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of Commons

REPORT TO THE HOUSE

The Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders has the honour to present its

FOURTH REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Thursday, November 22, 1973, your Committee has considered Bill S-7, An Act respecting The National Dental Examining Board of Canada, and has agreed to report it with the following amendments:

Clause 3

Strike out lines 6 to 9 on page 2 and substitute the following therefor:

for a single national standard certificate of qualification for general practitioner dentists;

Clause 4

Strike out lines 31 to 33 on page 2 and substitute the following therefor:

practitioner dentists to ensure that the

Strike out lines 5 to 7 on page 3 and substitute the following therefor:

which a general practitioner dentist may obtain and

Strike out lines 23 and 24 on page 3 and substitute the following therefor:

dentists;

Strike out lines 33 to 35 on page 3 and substitute the following therefor:

to general practitioner dentists and dental specialists in

Strike out lines 39 to 43 on page 3 and substitute the following therefor:

general practitioner dentists and dental specialists who have been granted certificates of qualification by the Board;

Preamble

Strike out line 5 of the English text on page 1 and substitute the following therefor:

expedient to grant the prayer of the peti-

Your Committee has ordered a reprint of Bill S-7, as amended, for the use of the House of Commons at the report stage.

A copy of the Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (*Issue No. 4*) is tabled.

Respectfully submitted,

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le Comité permanent des bills privés en général et du règlement a l'honneur de présenter son

QUATRIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du jeudi 22 novembre 1973, le Comité a étudié le bill S-7, loi concernant The National Dental Examining Board of Canada et a convenu d'en faire rapport à la Chambre avec les modifications suivantes:

Article 3

retrancher les lignes 6 à 10, à la page 2, et les remplacer par ce qui suit:

«quises pour établir un seul standard national de certificat de compétence pour les dentistes non spécialisés;»

Article 4

retrancher les lignes 36 à 39, à la page 2, et les remplacer par ce qui suit:

«des dentistes non spécialisés de façon que les titres puissent être»

retrancher les lignes 9 à 11, à la page 3, et les remplacer par ce qui suit:

«un dentiste non spécialisé peut obtenir»

retrancher les lignes 29 à 31, à la page 3, et les remplacer par ce qui suit:

«cialisés;»

retrancher les lignes 40 à 43, à la page 3, et les remplacer par ce qui suit:

«tence aux dentistes non spécialisés et aux dentistes-spécialistes conformément»

retrancher les lignes 1 à 3, à la page 4, et les remplacer par ce qui suit:

«sés et des dentistes-spécialistes à qui le Bureau a accordé des certificats de compétence;»

Préambule

retrancher la ligne 5 du texte anglais à la page 1 et la remplacer par ce qui suit:

«expedient to grant the prayer of the peti-»

Le Comité a ordonné que le bill S-7, modifié, soit réimprimé pour utilisation à la Chambre des communes à l'étape du rapport.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages pertinents à ce Bill (*Fascicule n° 4*) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président

GÉRARD DUQUET

Chairman

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, DECEMBER 5, 1973

(5)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders met at 3:32 o'clock p.m., this day, the Chairman, Mr. Duquet, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Clermont, Duquet, Foster, McKenzie, Nelson, Railton, Scott, Smith (*Saint-Jean*).

Witnesses: Mr. Victor Railton, M.P., Sponsor of Bill S-7; Mr. Jeffrey King, Parliamentary Agent for The National Dental Examining Board of Canada.

The Committee proceeded to the examination of Bill S-7, An Act respecting The National Dental Examining Board.

On Clause 1—

Mr. Railton made a statement.

Mr. King answered questions.

Clause 1 carried.

Clause 2 carried.

On Clause 3—

Mr. Railton moved,—That Clause 3 be amended by deleting lines 6 to 9 on page 2 and substituting the following therefor:

“for a single national standard certificate of qualification for general practitioner dentists;”

After debate, the question being put on the said amendment, it was agreed to.

Clause 3, as amended, carried.

On Clause 4—

Mr. Railton moved,—That Clause 4 be amended by deleting lines 31 to 33 on page 2 and substituting the following therefor:

“practitioner dentists to ensure that the”

After debate, the question being put on the said amendment, it was agreed to.

Mr. Railton moved,—That Clause 4 be amended by deleting lines 5 to 7 on page 3 and substituting the following therefor:

“which a general practitioner dentist may obtain and”

And the question being put on the said amendment, it was agreed to.

Mr. Railton moved,—That Clause 4 be amended by deleting lines 23 and 24 on page 3 and substituting the following therefor:

“dentists;”

And the question being put on the said amendment, it was agreed to.

Mr. Railton moved,—That Clause 4 be amended by deleting lines 33 to 35 on page 3 and substituting the following therefor:

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 5 DÉCEMBRE 1973

(5)

[Traduction]

Le Comité permanent des bills privés en général et du Règlement se réunit aujourd'hui à 15 h 32 sous la présidence de M. Duquet.

Membres du Comité présents: MM. Clermont, Duquet, Foster, McKenzie, Nelson, Railton, Scott et Smith (*Saint-Jean*).

Témoins: M. Victor Railton, député, parrain du bill S-7; M. Jeffrey King, agent parlementaire du Bureau national d'examen dentaire du Canada.

Le Comité entreprend l'étude du bill S-7, Loi concernant *The National Dental Examining Board of Canada*.

Article 1—

M. Railton fait une déclaration.

M. King répond aux questions.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Article 3—

M. Railton propose,—Que l'article 3 soit modifié par le retranchement des lignes 6 à 10, à la page 2, et leur remplacement par ce qui suit:

«quises pour établir un seul standard national de certificat de compétence pour les dentistes spécialisés».

Après discussion, l'amendement proposé, mis aux voix, est adopté.

L'article 3, modifié, est adopté.

Article 4—

M. Railton propose,—Que l'article 4 soit modifié par le retranchement des lignes 36 à 39, à la page 2, et leur remplacement par ce qui suit:

«des dentistes non spécialisés de façon que les titres puissent être»

Après discussion, l'amendement proposé, mis aux voix, est adopté.

M. Railton propose,—Que l'article 4 soit modifié par le retranchement des lignes 9 à 11, à la page 3, et leur remplacement par ce qui suit:

«un dentiste non spécialisé peut obtenir»

L'amendement proposé, mis aux voix, est adopté.

M. Railton propose,—Que l'article 4 soit modifié par le retranchement des lignes 29 à 31, à la page 3, et leur remplacement par ce qui suit:

«cialisés».

L'amendement proposé, mis aux voix, est adopté.

M. Railton propose,—Que l'article 4 soit modifié par le retranchement des lignes 40 à 43, à la page 3, et leur remplacement par ce qui suit:

“to general practitioner dentists and dental specialists in”

And the question being put on the said amendment, it was agreed to.

Mr. Railton moved,—That Clause 4 be amended by deleting lines 39 to 43 on page 3 and substituting the following therefor:

“general practitioner dentists and dental specialists who have been granted certificates of qualification by the Board;”

And the question being put on the said amendment, it was agreed to.

Clause 4, as amended, carried.

Clause 5 carried.

On the Preamble—

Mr. Railton moved,—That the preamble be amended by deleting line 5 and substituting the following:

“expedient to grant the prayer of the peti—”

After debate, the question being put on the said amendment, it was agreed to.

The Preamble, as amended, carried.

The title carried.

The Bill, as amended, carried.

Ordered,—That the Chairman report Bill S-7 as amended.

Ordered,—That Bill S-7 be reprinted, as amended, for the use of the House of Commons at the report stage.

At 3:57 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

«tence aux dentistes non spécialisés et aux dentistes-spécialistes conformément»

L'amendement proposé, mis aux voix, est adopté.

M. Railton propose,—Que l'article 4 soit modifié par le retranchement des lignes 1 à 3, à la page 4, et leur remplacement par ce qui suit:

«sés et des dentistes-spécialistes à qui le Bureau a accordé des certificats de compétence»

L'amendement proposé, mis aux voix, est adopté.

L'article 4, modifié, est adopté.

L'article 5 est adopté.

Préambule—

M. Railton propose,—Que le texte anglais du préambule soit modifié par le retranchement de la ligne 5 et son remplacement par ce qui suit:

«expedient to grant the prayer of the peti-»

Après discussion, l'amendement proposé, mis aux voix, est adopté.

Le préambule, modifié, est adopté.

Le titre est adopté.

Le bill, modifié, est adopté.

Il est ordonné—Que le président fasse rapport sur le bill S-7 modifié.

Il est ordonné—Que le bill S-7 modifié soit réimprimé à l'intention de la Chambre des communes lors de l'étape du rapport.

A 15 h 57, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Charles Bellemare

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, December 5, 1973

[Texte]

• 1530

The Chairman: Gentlemen, I see a quorum. I will open the meeting by having the Clerk of the Committee read the Order of Reference.

The Clerk of the Committee:

Thursday, November 22, 1973

Ordered,—That Bill S-7, An Act respecting The National Dental Examining Board of Canada, be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders.

Alistair Fraser,
Clerk of the House of Commons.

The Chairman: I will now call Clause 1 of the bill but before doing that I would like to introduce Dr. Victor Railton, Member of Parliament, who will sponsor Bill S-7 and I would also like to introduce Mr. Jeffrey King, Parliamentary Agent to the National Dental Examining Board of Canada. I now ask Mr. King to make his statement.

On Clause 1—*Name in French*

Mr. Jeffrey L. D. King (Parliamentary Agent): Thank you, Mr. Chairman. Together with me today as witnesses are Dr. D. B. Proctor, the President of the National Dental Examining Board; Dr. G. Kravis, Registrar of the National Dental Examining Board; Dr. Wilfrid Feasby, representative of the Royal College of Dentists of Canada; and Mr. Robert Owen, the solicitor for the Royal College of Dentists of Canada.

The main purpose of Bill S-7 is to amend the National Dental Examining Board Act, which act by its very nature is meant to regulate the dental profession within Canada as to establish portability of certificate of qualification for general practitioner dentists throughout Canada and is recognized in each province.

The amendments we are seeking to this bill maintain this portability of certification for general practitioner dentists and to bring within the scope of the National Dental Examining Board the area of specialty or specialists in the dental profession.

• 1535

The Royal College of Dentists of Canada has co-operated with the National Dental Examining Board in achieving this aim. This is a joint venture on the part of both to allow the National Dental Examining Board to be the certifying agency for dental specialties within Canada so that portability of specialists in various specialties is to be recognized throughout Canada in each province.

Originally the bill had been drafted to include other areas of the dental profession, but it appeared this was somewhat premature due to the existence of the Wells Report dealing with dental auxiliaries which had been prepared some years ago with the concurrence of the federal government and the provincial governments. Because of this certain deletions will be made to this Act to remove any reference in Bill S-7 to dental auxiliaries, so it will be confined solely to maintaining the existing certification of

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mercredi 5 décembre 1973

[Interprétation]

Le président: Messieurs, je vois que nous avons un quorum. Je vais ouvrir la séance en demandant au greffier du Comité de lire l'ordre de renvoi.

Le greffier du comité:

Le jeudi 22 novembre 1973

Il est décrété:—Que le Bill S-7, Loi concernant The National Dental Examining Board of Canada, soit renvoyé au comité permanent des Bills privés en général et du Règlement.

Alistair Fraser,
Greffier de la Chambre des communes.

Le président: Je vais maintenant faire mettre en délibération l'article 1 du projet de loi, mais auparavant j'aimerais présenter le Dr Victor Railton, député, qui est parrain du Bill S-7, et j'aimerais également vous présenter M. Jeffrey King, agent parlementaire du *National Dental Examining Board of Canada*. Je vais maintenant demander à M. King de faire une déclaration.

L'article 1—*Nom français*

M. Jeffrey L. D. King (agent parlementaire): Merci, monsieur le président. Je suis accompagné aujourd'hui du Dr D. B. Proctor, président du *National Dental Examining Board*; du Dr G. Kravis, registraire du *National Dental Examining Board*; du Dr Wilfrid Feasby, représentant du Collège royal des chirurgiens dentistes du Canada; et enfin, de M. Robert Owen, conseiller juridique du Collège royal des chirurgiens dentistes du Canada.

Le principal objet du Bill S-7 est de modifier la Loi sur le Bureau national d'examen dentaire du Canada, qui visait, par sa nature même, à réglementer la profession dentaire au Canada, de façon à permettre la reconnaissance du certificat de compétence des dentistes non spécialisés dans tout le Canada, cette loi étant reconnue dans chaque province.

Les amendements que nous voulons apporter au présent projet de loi visent à maintenir cette reconnaissance générale du certificat de compétence pour les dentistes non spécialisés et à rendre le Bureau national d'examen dentaire responsable du secteur des spécialistes de la profession dentaire.

Le Collège royal des chirurgiens-dentistes du Canada a coopéré avec *The National Dental Examining Board* en poursuivant cet objectif. C'est un effort commun fait par les deux organismes qui cherchent à permettre au *National Dental Examining Board* de devenir l'agent d'accréditation des spécialistes en art dentaire du Canada, pour que ces spécialistes soient reconnus dans leur domaine particulier partout au Canada.

Au début, le projet de loi a inclu d'autres domaines dans la profession, mais elle a trouvé que cette mesure était quelque peu prématurée, à cause du rapport Wells sur les auxiliaires dentaires, lequel rapport a été préparé il y a quelques années par le gouvernement fédéral conjointement avec les gouvernements provinciaux. Pour cette raison, certains retranchements seront fait dans ce bill afin de supprimer dans le bill S-7, toute mention aux auxiliaires dentaires, pour que le bill se limite à l'accréditation

[Text]

dental practitioners and to bring within the new act, the scope of dental specialists.

That is all, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. King. Would any members like to ask Mr. King any questions about this?

Mr. McKenzie: Yes, Mr. Chairman. I am not as familiar with this bill as I should be. I would like to ask a couple of questions.

Have you had consultations with the provinces with regard to this bill? Do they work with you?

Mr. King: Yes, there have been very extensive discussions with the provinces. Dr. Railton, I think is well aware of these and was involved with many of them. Once this came up before the Senate and was approved in the Senate, there were meetings held with Dr. Railton, sponsor of the bill, the National Dental Examining Board representatives, and with the Department of National Health and Welfare, the Assistant Deputy Minister, Mr. Frye.

After these meetings there were extensive discussions between the Department of National Health and Welfare and the provincial ministries with similar responsibilities, and as a result of these various discussions, the amendments are being made today to delete any reference to dental auxiliaries. There has been a very thorough discussion on this.

Mr. McKenzie: Have you had final negotiations with the 10 provinces?

Mr. King: As far as the National Dental Examining Board is concerned, they have been dealing exclusively with the Royal College of Dentists of Canada and both these bodies are made up of provincial representatives. Therefore, the provincial licensing bodies in each province are really basically members of the National Dental Examining Board, and each province's provincial licensing board has, therefore, concurred in this amendment to this act.

Mr. McKenzie: So you have finalized an agreement with each province?

Mr. King: Yes.

Le président: Monsieur Clermont.

M. Clermont: Monsieur le président, je remarque que les articles 1 et 2 traitent de l'emploi des expressions française et anglaise du Bureau national d'examen dentaire du Canada. Vous dites que vous avez eu des ententes avec les différents ministres de la Santé ou les responsables provinciaux. Est-ce que cela inclut la province de Québec? Comme vous employez l'expression «Bureau national d'examen dentaire du Canada», est-ce que vous avez eu des rencontres avec les autorités responsables de la province de Québec au sujet de ce projet de loi?

Mr. King: Yes, sir. As a result of the meeting we had, the negotiations in the Senate, including the appearance before the Senate Committee, it was approved in the Senate and was given first reading in the House of Commons. From that moment on there were extensive discussions between Dr. Railton, the sponsor of the Bill, and the Department of National Health and Welfare.

[Interpretation]

actuelle des dentistes non spécialisés, et insérer dans la nouvelle loi des dispositions ayant trait aux dentistes-spécialistes.

C'est tout, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur King. Y a-t-il d'autres membres du Comité qui aimeraient poser des questions à M. King à ce sujet?

M. McKenzie: Oui, monsieur le président. Je ne connais pas très bien le bill, mais j'aimerais poser quelques questions.

Avez-vous consulté les provinces en rédigeant ce projet de loi? Travaillent-elles avec vous?

M. King: Oui, on a eu des pourparlers assez longs avec les provinces. Je pense que le Dr Railton est très au courant, puisqu'il a assisté à plusieurs de ces entretiens. Lorsque le Sénat a été saisi de ce bill et lui avait accordé son approbation, des réunions ont eu lieu entre le Dr Railton, auteur du bill, les représentants du *National Dental Examining Board* et M. Frye, sous-ministre adjoint de la Santé et du Bien-être social Canada.

A la suite de ces réunions, des entretiens ont eu lieu entre la Santé et Bien-être social Canada et les ministères provinciaux travaillant dans le même domaine. Comme résultat de ces entretiens, les amendements que nous proposons aujourd'hui suppriment toute mention des auxiliaires dentaires. On a parlé en détail.

M. McKenzie: Avez-vous eu des négociations définitives avec les dix provinces?

M. King: Le *National Dental Examining Board* n'a eu des entretiens qu'avec le Collège royal des chirurgiens dentistes du Canada, et ces deux organismes sont composés de représentants qui viennent de toutes les provinces. Par conséquent, les corps régulièrement institués dans chaque province sont, au fond, des membres du *National Dental Examining Board*, et, de cette façon, chaque corps régulièrement institué dans toutes les provinces a accordé son approbation de l'amendement que voilà.

M. McKenzie: Vous avez donc arrivé à un accord définitif avec les provinces?

M. King: Oui.

The Chairman: Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I note that Clauses 1 and 2 deal with the names in French and English of the National Dental Examining Board of Canada. Now, you said that you had talks with the different provincial departments of health or with the responsible bodies in the provinces. Does this include Quebec? Since you use the expression the National Dental Examining Board of Canada, may I ask if you met with the Quebec provincial authorities to discuss this bill?

M. King: Oui. A la suite de la réunion que nous avons eue, des discussions dans le Sénat, y inclus notre comparution devant le Comité du Sénat, le bill a reçu l'approbation du Sénat et a passé l'étape de la première lecture à la Chambre. A partir de ce moment-là, de longues discussions ont eu lieu entre le Dr Railton, auteur du bill, et la Santé et Bien-être social du Canada.

[Texte]

The Department of National Health and Welfare undertook, at these various meetings, to enter into discussions with each province of Canada, including the Minister of Health for Quebec, and, as a result of these, the amendments to the bill are before us today. Therefore, every province, including Quebec, was consulted in respect of this bill.

M. Clermont: Et toutes les provinces sont d'accord pour apporter des modifications au Bill S-7 tel qu'il avait été adopté le 12 juin 1973 par le Sénat?

Mr. King: No, sir, the Department of National Health and Welfare, because of the existence of the Wells Report which had been adopted by the federal government and the provincial governments of Canada some three years ago felt, in consultation with the provincial governments, that references to dental auxiliaries would be rather premature at this time in the National Dental Examining Board bill. So the bill as passed by the Senate was not thoroughly satisfactory to the Department of National Health and Welfare nor to some of the provinces.

Mr. Clermont: I am sorry; my question was: are all the provinces agreeable to the amendment that will be suggested to Bill S-7.

• 1540

Mr. King: Yes, sir, I believe they are, the health departments are.

Mr. Clermont: Thank you.

The Chairman: Mr. Scott.

Mr. Scott: Mr. Chairman, what assurance have we other than what we are hearing today that all the provincial Ministers of Health have agreed to this? I trust there must be some assurance. I am not accusing the gentlemen of giving us any false information in any respect, but what assurance have we?

Mr. King: To answer that, what we are really doing today, I must say, is strictly giving legal effect to a reciprocal working relationship between the National Dental Examining Board and the Royal College of Dentists of Canada, both of which exist by virtue of acts of the Parliament of Canada. So there is no acquisition of any new jurisdiction or new rights or responsibilities by virtue of the act we are proposing be put before you today with amendments.

As it is now, the National Dental Examining Board has the power and the responsibility to grant national certification to dental practitioners who apply to the Board for examination. Similarly, the Royal College of Dentists of Canada have the sole jurisdiction at the present time by virtue of an act of the Parliament of Canada to give recognition to dental specialties in Canada. So these powers exist by virtue of acts of Parliament.

All we are doing today is seeking to join, or at least to establish a working relationship between, the National Dental Examining Board and the Royal College of Dentists of Canada so that certification of specialists is done through the National Examining Board. There are no new powers, really, being created by virtue of this bill; rather, they are being realigned through a new working relationship between the Royal College and the National Examining Board.

[Interprétation]

A ces différentes réunions, la Santé et Bien-être social a eu des entretiens au sujet des amendements dont nous sommes saisis aujourd'hui avec les représentants de chacune des provinces du Canada, y inclus le ministre de la Santé de la province de Québec. Par conséquent, toutes les provinces, y compris le Québec, ont été consultées.

Mr. Clermont: And all the provinces have accepted the modifications made to Bill S-7 as passed by the Senate on June 12, 1973.

M. King: Non, monsieur, la Santé et Bien-être social, à cause du rapport Wells qui a été adopté par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux il y a trois ans environ, ayant consulté les provinces, étaient de l'avis qu'il serait quelque peu prématuré d'inclure dans la loi concernant *The National Dental Examining Board of Canada* des dispositions se rapportant aux auxiliaires dentaires. Le projet de loi adopté par le Sénat ne satisfaisait pas du tout le ministère de la santé nationale et du Bien-être social ou même certaines provinces.

M. Clermont: Je suis désolé mais je veux demander si toutes les provinces étaient d'accord avec l'amendement que vous proposez d'apporter au bill S-7.

M. King: Oui, monsieur, nous le croyons, du moins les ministères de la Santé le sont.

M. Clermont: Merci.

Le président: Monsieur Scott.

M. Scott: Monsieur le président, à part de ce qu'on nous dit aujourd'hui, qu'est-ce qui nous prouve que tous les ministres provinciaux de la Santé sont d'accord? Je suppose que nous avons certaines assurances à cet égard. Je n'accuse pas ces messieurs de nous renseigner de façon erronée, mais quelles assurances avons-nous?

M. King: Je dois dire qu'aujourd'hui, nous donnons tout simplement force de loi aux liens professionnels qu'entretiennent le bureau national d'examen dentaire et le Collège Royal des chirurgiens dentistes du Canada, deux organismes qui existent en vertu de lois du Parlement du Canada. Il n'est pas du tout question, dans les amendements qui nous vous proposons aujourd'hui, d'accorder une nouvelle compétence, de nouveaux droits ou de nouvelles responsabilités aux termes de la loi.

Actuellement, le bureau national d'examen dentaire a le pouvoir et la responsabilité d'accorder un certificat national aux dentistes qui se présentent à l'examen du bureau. De même, le Collège Royal des chirurgiens dentistes du Canada a pour seule compétence actuellement de reconnaître officiellement les dentistes spécialistes au Canada, en vertu d'une loi du Parlement canadien. Ces pouvoirs existent déjà aux termes de lois du Parlement.

Aujourd'hui, nous cherchons tout simplement à établir tout au moins un lien pratique entre les activités du bureau national d'examen dentaire et celles du Collège Royal des chirurgiens dentistes du Canada afin que ce soit le bureau national d'examen dentaire qui accorde les certificats de spécialistes. Le présent projet de loi n'accorde en réalité aucun nouveau pouvoir, il s'agit tout simplement de rajuster ceux qui existent dans le cadre d'une nouvelle coopération entre le Collège Royal et le bureau national d'examen dentaire.

[Text]

Mr. Scott: How does this affect the auxiliaries to dentistry as mentioned here?

Mr. King: This bill, if the amendments that are before you are approved today, will not affect dental auxiliaries at all.

Mr. Scott: At any time, were they considered in this bill? We will go back to dental technicians and denturists.

Mr. King: They are in the original bill as put before you and as approved by the Senate; so they were included within the ambit of this bill, but because the federal Department of National Health and Welfare and some of the provincial health departments felt that this was premature, we are, therefore, seeking to have this deleted from the bill.

Mr. Scott: Are you in a position—I do not know whether you would be or not—to give us any indication why some of our more qualified denturists are not included?

Mr. King: For one thing, the bill, as we hope will be approved today, will not refer to any auxiliaries. The matter of denturists is solely a provincial responsibility and would have been included only incidentally under the bill as approved by the Senate but it never was our intention in any way to include any reference to denturists under the proposed act. As I say, it is basically a provincial responsibility; in fact, it is a licensing matter coming under provincial jurisdiction.

Mr. Scott: This is more or less a provincial matter too, is it not?

Mr. King: It is a provincial matter in the sense that all licensing of professionals is a provincial jurisdiction and the provincial licensing bodies regulating both dental practitioners and dental specialists are the prime movers behind this bill because they are all members of the National Dental Examining Board and the Royal College of Dentists of Canada.

Mr. Scott: Thank you.

The Chairman: Mr. Foster.

• 1545

Mr. Foster: Mr. Chairman, as I understand the bill, it simply gives sort of statutory provision for this national dental examining body, which has in fact been operating since 1952, but this would expand it to cover the specialist as well as the general practitioner. Is that essentially what the bill does?

Mr. King: That is all it really does, doctor. The Royal College of Dentists of Canada plays a very integral part in the workings of the National Dental Examining Board with respect to certification of specialists. So it is a unification in a sense of the responsibilities of both bodies.

Mr. Foster: They essentially do the technical examination of the specialist or the general practitioner, and then this body would provide the certificate that they had passed the examination or the investigation.

[Interpretation]

Mr. Scott: Quelles sont les répercussions pour les auxiliaires dentaires qui sont mentionnés ici?

Mr. King: Si les amendements proposés aujourd'hui sont approuvés, le projet de loi n'aura aucune répercussion pour les auxiliaires dentaires.

Mr. Scott: Est-ce que l'on a songé à eux lors de la rédaction du projet de loi? Il s'agit des techniciens dentaires et des «denturologues».

Mr. King: On les mentionne dans le premier texte du projet de loi que vous étudiez et que le Sénat a approuvé; la portée du projet de loi s'étendait donc à eux, mais étant donné que le ministère fédéral de la Santé et du Bien-être social de même que certains ministères provinciaux de la Santé ont jugé cela prématuré, nous cherchons donc à retrancher cette expression du projet de loi.

Mr. Scott: Êtes-vous en mesure de nous donner une idée de la raison pour laquelle nos denturologues plus compétents ne sont pas inclus?

Mr. King: Tout d'abord, le projet de loi que nous espérons voir approuver aujourd'hui, ne fera mention d'aucune sorte d'auxiliaire. La question des denturologues relève uniquement des provinces et devrait être incluse seulement en passant dans un projet de loi comme celui qu'a approuvé le Sénat, mais nous n'avons jamais eu l'intention de toute manière de mentionner précisément les denturologues dans le projet de loi. Comme je l'ai dit, cette question relève fondamentalement des provinces; en fait, les permis ne leur sont accordés que sous juridiction provinciale.

Mr. Scott: Le sujet qui nous préoccupe aujourd'hui relève également plus ou moins des provinces, n'est-ce pas?

Mr. King: Oui, en ce sens que tous les permis accordés pour la pratique d'une profession relèvent des provinces et que les organismes provinciaux qui accordent ces permis et qui régissent la pratique des dentistes non spécialisés tout comme celle des spécialistes, sont vraiment les initiateurs du projet de loi, car ils sont tous membres du bureau national d'examen dentaire en même temps que du Collège royal des chirurgiens dentistes du Canada.

Mr. Scott: Merci.

Le président: Monsieur Foster.

Mr. Foster: Monsieur le président, si j'ai bien compris le projet de loi, il fournit tout simplement une sorte de disposition statutaire permettant à cet organisme national d'examen dentaire qui existe depuis 1952, d'étendre son mandat afin de pouvoir s'occuper des spécialistes tout autant que des dentistes non spécialisés. Est-ce ce que le projet de loi fait, en réalité?

Mr. King: Voilà, c'est là l'objet du bill, docteur. Le Collège royal des chirurgiens dentistes du Canada prend part intégralement aux activités du Bureau national d'examen dentaire en ce qui concerne l'accréditation des spécialistes. Il y a donc unification, au niveau des responsabilités, des deux organismes.

Mr. Foster: Pour l'essentiel, l'organisme fait l'examen technique du spécialiste ou du généraliste, et il donnerait le certificat attestant qu'ils ont réussi à l'examen ou à l'enquête.

[Texte]

Mr. King: Yes. That is right.

Mr. Foster: Apart from the change that it will give to the specialists, the effect on the profession will not be very great; the steps that they take will be almost identical to what they have been?

Mr. King: That is right.

Mr. Foster: I think that is all I have, Mr. Chairman.

The Chairman: Any other questions. Mr. Nelson.

Mr. Nelson: Mr. King you use the term dental auxiliaries and I am a layman. I am not sure what is included with in the scope of the term, dental auxiliaries. You said a couple of times it was considered that the original bill, which I assume would have given portability of certification to auxiliaries as well, is premature. Could you comment on why it is premature and since it is premature, is it anticipated that later on there will be additional legislation sought?

Mr. King: Mr. Nelson, there is a report called the Wells Report passed in 1970 which has been approved by the federal government as well as provincial governments of Canada, dealing with dental auxiliaries. Dental auxiliaries will be basically any person associated with the dental profession, other than a practitioner dentist.

For instance, dental hygienists, dental assistants, dental technicians: all these will be auxiliaries and they may be expanded greatly in the future as technology increases and is developed or expanded further. So basically that is what auxiliaries are.

I think I indicated that the Department of National Health and Welfare believe this to be premature, in that, what was included in the original bill as proposed Section 7 was at variance with the Wells Committee Report regarding dental auxiliaries. Some of the provinces still felt that they should accept the Wells Report as well as the Department of National Health and Welfare, and for this reason they thought it was rather premature for this to be included in the bill.

Dr. Railton was involved in all the discussions with the Department of National Health and Welfare dealing with this.

Mr. Nelson: Thank you.

The Chairman: Any other questions?

Shall Clause 1 carry?

Mr. Railton: Mr. Chairman, I think there is an amendment.

The Chairman: Not until Clause 3.

Clauses 1 and 2 agreed to.

On Clause 3—*Purposes of Board*

The Chairman: I think there are some amendments proposed.

[Interprétation]

M. King: C'est juste.

M. Foster: Outre les changements apportés à l'égard des spécialistes, les répercussions sur la profession ne seront pas énormes; dois-je comprendre que les mesures prises seront à peu près les mêmes?

M. King: C'est juste.

M. Foster: C'est tout ce que j'ai à dire, monsieur le président.

Le président: D'autres questions? Monsieur Nelson.

M. Nelson: Monsieur King, vous avez employé l'expression «auxiliaires dentaires» devant le profane que je suis. Je ne suis pas certain de la portée de cette expression: auxiliaires dentaires. Vous avez dit une couple de fois qu'on avait jugé qu'un bill primitif qui, je le présume, aurait également accordé la mobilité des certificats aux auxiliaires était prématuré. Pourriez-vous nous dire pourquoi un tel projet de loi est prématuré? En outre, s'il l'est, prévoit-on plus tard instaurer une mesure législative supplémentaire?

M. King: Monsieur Nelson, il existe un rapport qui porte le nom de Rapport Wells adopté en 1970 et approuvé par le gouvernement fédéral ainsi que par les gouvernements provinciaux du Canada, traitant des auxiliaires dentaires. Pour l'essentiel, ces derniers englobent toute personne associée à la profession dentaire à l'exception des dentistes.

Par exemple, les hygiénistes, les assistants, les techniciens dentaires seront tous des auxiliaires dont le nombre augmentera sûrement beaucoup à l'avenir, étant donné l'accroissement, l'expansion et le prolongement futur de la technique. Donc, pour l'essentiel, voilà ce que sont les auxiliaires.

J'ai indiqué que le ministère de la Santé et du Bien-être social est d'avis que ceci est prématuré. En effet, ce qui était inclus dans le bill primitif au chapitre de l'article proposé 7 ne concordait pas avec le Rapport Wells présenté en comité concernant les auxiliaires dentaires. Certaines provinces estimaient toujours qu'elles devraient accepter le rapport Wells comme l'a fait le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, et c'est pourquoi elles estimaient qu'il était trop tôt pour faire entrer cet élément dans le bill.

Docteur Railton a participé à toutes les discussions du ministère de la Santé et du Bien-être social à cet égard.

M. Nelson: Je vous remercie.

Le président: D'autres questions?

L'article 1 est adopté?

M. Railton: Monsieur le président, nous avons un amendement.

Le président: Pas avant l'article 3.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Passons à l'article 3 — *Objets du bureau.*

Le président: Je pense que nous avons des propositions d'amendement.

[Text]

Mr. Railton: Yes, Mr. Chairman, I think everything Mr. King said is correct. We have simply set ourselves today to deleting the auxiliary people completely from the proposed act. That is really what it amounts to.

We are doing nothing here to change the dental profession in any way, except that we are making an over-all uniform body to look after everybody in Canada, making it portable and looking after uniform examination for specialists.

What was brought into the Senate is not being adopted we hope. We think we can delete and should delete because of the lack of decision on the part of the provinces to this point. We will not get anything done for the dentists if we do not delete these people at the present time, that is, the auxiliaries.

So I think I would like to move, Mr. Chairman:

That Bill S-7, An Act respecting The National Dental Examining Board of Canada, be amended by deleting lines 6 to 9 on page 2 and substituting the following therefor:

“for a single national standard certificate of qualification for general practitioner dentists;”

• 1550

This is the only amendment that I have to apply to this clause. Is that clear?

The Chairman: Any objections to the amendment?

Mr. Nelson: Mr. Chairman, may I ask Dr. Railton, once having accepted the principle of deletion, whether or not the remainder of the amendments are not simply housekeeping?

Mr. Railton: The other amendments are all exactly the same. They delete certain lines and they substitute a certain thing. You would have to make sure though that it is not just a case of deletion. In this one you mention a specific thing. It is for general practitioner dentists in Clause 3, and in Clause 4, starting at amendment (a) it is “practitioner dentists to ensure that” and in (b) it is “general practitioner dentist may obtain and”, in (c) it is substituting “dentists” and (d) “to general practitioner dentists and dental specialists”. This is tidying up the act. Then (e) deletes line so and so, which wipes out, as we say, those people but does substitute these words which are thought to be in better form. So we almost have to go through it that way, I guess, just because it is a better form for following in the future.

The Chairman: I think we should go through each amendment separately.

M. Clermont: Monsieur le président, je crois qu'il serait préférable que vous demandiez si l'article 3 amendé est accepté. Mais celui que le docteur vient de suggérer, l'avez-vous demandé?

Le président: Vous voulez parler du paragraphe (a), de l'article 4, je crois.

[Interpretation]

M. Railton: Monsieur le président, je pense que tout ce qu'a dit M. King est exact. Notre but aujourd'hui a été de supprimer tout le personnel auxiliaire du projet de loi. Nos mesures riment à cela.

Nous ne faisons rien qui puisse changer la profession dentaire, si ce n'est que nous créons un organisme uniforme et global, qui s'occupe de toutes les personnes au Canada. Nous assurons la mobilité dentaire et l'uniformité des examens pour les spécialistes.

Nous espérons que ce qui a été présenté au Sénat ne sera pas adopté. A notre avis, nous pouvons nous permettre d'effacer et effacer parce que les provinces n'arrivent à pas se décider sur ce point. Nous n'accomplirons rien pour les dentistes si nous ne supprimons pas présentement ces personnes, c'est-à-dire les auxiliaires.

J'aimerais donc proposer ce qui suit, monsieur le président:

Que le bill S-7, Loi concernant *The National Dental Examining Board of Canada*, soit modifié par le retranchement des lignes 6 à 10 à la page 2 et leur remplacement par ce qui suit:

«quises pour établir un seul standard national de certificat de compétence pour les dentistes non spécialisés;»

C'est le seul amendement qui s'applique à cet article. C'est clair?

Le président: Des oppositions à l'amendement?

M. Nelson: Monsieur le président, puis-je demander au D^r Railton si, une fois le principe de suppression accepté, le reste des amendements ne constituent plus qu'une formalité administrative?

M. Railton: Les autres amendements sont identiques. Ils suppriment certaines lignes pour les remplacer par autre chose. Il faudrait quand même s'assurer que ce n'est pas purement une affaire de suppression. Dans cet amendement, vous mentionnez un élément bien précis. Cet amendement concerne les dentistes non spécialisés de l'article 3 et à l'article 4 l'amendement commence par a) «de dentistes non spécialisés de façon que les titres puissent être» et b) «un dentiste non spécialisé peut obtenir» et c) il y a remplacement par ce qui suit: «cialisés». Ces précisions mettent de l'ordre dans la loi. Et à l'alinéa e), il y a retranchement de certaines lignes qui suppriment pour ainsi dire ces personnes tout en remplaçant ces mots par un libellé mieux réussi. Nous devons donc accepter le bill de cette façon uniquement parce que sous sa nouvelle forme on pourra mieux le suivre à l'avenir.

Le président: Nous devrions étudier chaque amendement séparément.

Mr. Clermont: Mr. Chairman, I think it would be better to ask if Clause 3 as amended is carried. Did you ask the Committee if the suggested amendment proposed by the doctor has been carried?

The Chairman: I believe you are talking of Clause 4(a).

[Texte]

M. Clermont: C'est très bien.

Amendment agreed to.

Clause 3 as amended agreed to.

The Chairman: On clause 4—*Powers of Board*

Mr. Railton: Mr. Chairman, I think everyone has a copy. In paragraph (a) we delete lines 31 to 33 on page 2 and substitute therefor:

“practitioner dentists to ensure that the”

The Chairman: Is the amendment carried?

Mr. Railton: That is not the complete amendment, is it? Are these all separate amendments? Yes, they are all separate amendments to Clause 4 and are (a) (b) (c) (d) and (e) of the amendment list you have before you.

That is right. Then (b), it is deleting lines 5 to 7 on page 3 and substituting therefor:

“which a general practitioner dentist may obtain and”

The Chairman: Then it goes to (c).

Mr. Railton: It goes to (c).

The Chairman: Are the amendments to Clause 4 agreed to?

Amendments to Clause 4 agreed to.

Clause 4 as amended agreed to.

• 1555

The Chairman: That completes, I think, the amendments that have been submitted.

Clause 5 agreed to.

The Chairman: Shall the preamble carry?

Mr. Railton: There is an amendment here, Mr. Chairman. There was an incorrect word. I move that the preamble of the English text of Bill S-7, An Act respecting The National Dental Examining Board of Canada, be amended by deleting line 5 and substituting the following: “expedient to grant the prayer of the peti-”.

They had the word “expedition” in there first. It is just that it was the wrong word and the change is to the correct word, “expedient.”

Amendment agreed to.

Preamble as amended agreed to.

Title agreed to.

The Chairman: Shall I report the bill as amended?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Shall the Committee order a reprint of Bill S-7 as amended for the use of the House of Commons at the report stage?

[Interprétation]

Mr. Clermont: It is all right.

(L'amendement est adopté.)

L'article 3 modifié est adopté.

Le président: Passons à l'article 4—*Pouvoirs du Bureau.*

M. Railton: Monsieur le président, je pense que tout le monde a un exemplaire de l'alinéa a) qui modifie le bill par le retranchement des lignes 36 à 39 à la page 2 et le remplacement par ce qui suit:

«dentistes non spécialisés de façon que les titres puissent être»

Le président: Cet amendement est-il adopté?

M. Railton: Ce n'est pas l'amendement au complet, n'est-ce pas? Ce sont là tous des amendements distincts. Effectivement ce sont tous des amendements distincts apportés à l'article 4 et qui figurent sur votre liste aux alinéas a) b) c) d) et e).

C'est juste. Ainsi b) modifie le bill par le retranchement des lignes 9 à 11 à la page 3 et le remplacement par ce qui suit:

«un dentiste non spécialisé peut obtenir»

Le président: Et puis on passe à c).

M. Railton: On passe à c).

Le président: Les amendements apportés à l'article 4 sont-ils adoptés?

(Les amendements à l'article sont adoptés.)

L'article 4 est adopté avec ses amendements.

Le président: Je crois que ceci termine les amendements qui ont été proposés.

L'article 5 est adopté.

Le président: Le préambule est-il adopté?

M. Railton: Il faudrait apporter un amendement ici, monsieur le président. Il y a là un mot incorrect. Je propose que le texte anglais du préambule du Bill S-7, Loi concernant *The National Dental Examining Board of Canada*, soit modifié par le retranchement de la ligne 5 et son remplacement par ce qui suit: «*expedient to grant the prayer of the peti-*».

On avait d'abord employé le mot «*expedient*». C'était tout simplement une erreur et nous voulons donc remplacer ce mot par le mot approprié, soit «*expedient*».

L'amendement est adopté.

Le préambule est adopté avec amendements.

Le titre est adopté.

Le président: Est-il convenu que je fasse rapport du bill avec ses amendements?

Des voix: D'accord.

Le président: Est-il convenu que le Comité ordonne une réimpression du Bill S-7, tel que modifié, à l'intention de la Chambre des communes à l'étape du rapport?

[Text]

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Foster: On a point of order. Now that this bill has been amended by the House, since it commenced its expedition in the Senate, perhaps the Clerk could tell us if it goes back to the Senate for the amendments to be approved there?

The Chairman: It does.

Mr. Railton: But can we take it to the third reading first?

The Chairman: Yes. We report it back to the House and then vote on third reading. Then following the normal procedure it goes back to the Senate.

Mr. Railton: Thank you.

The Chairman: Thank you, gentlemen. The meeting is adjourned to the call of the chair.

[Interpretation]

Des voix: D'accord.

M. Foster: J'invoque le Règlement. Maintenant que le projet de loi a été modifié par la Chambre, même s'il a connu ses débuts au Sénat, le greffier pourra peut-être nous dire s'il faut le retourner au Sénat pour y faire approuver les amendements?

Le président: Oui, il y retournera.

M. Railton: Mais nous pouvons passer à la troisième lecture d'abord?

Le président: Oui. Nous en faisons rapport à la Chambre, où il sera lu une troisième fois et mis aux voix. Ensuite, conformément à la procédure usuelle, le projet de loi retourne au Sénat.

M. Railton: Merci.

Le président: Merci, messieurs. La séance est levée jusqu'à nouvelle convocation du président.

CAI XC 23
-M58

Government
Publication

HOUSE OF COMMONS

First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973-74

CHAMBRE DES COMMUNES

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973-1974

Standing Committee on

Miscellaneous Private Bills and Standing Orders

Comité permanent des

Bills privés en général et du Règlement

Index [57]

Issues Nos.

1 to 4

Organization meeting:

Thursday, June 7, 1973

Last meeting:

Wednesday, December 5, 1973

Fascicules n^{os}

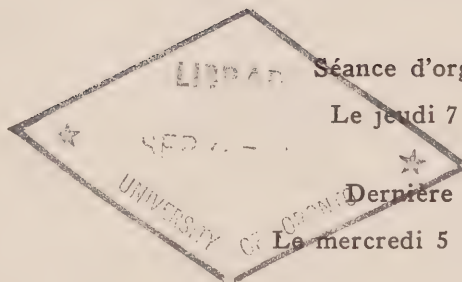
1 à 4

Séance d'organisation:

Le jeudi 7 juin 1973

Dernière réunion:

Le mercredi 5 décembre 1973



Published under the authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from Information Canada, Ottawa, Canada

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre
des communes par l'imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente à Information Canada, Ottawa, Canada

CANADA

HOUSE OF COMMONS

Standing Committee on Miscellaneous Private
Bills and Standing Orders
1st Session, 29th Parliament, 1973-74

INDEX

Bill S-6, An Act respecting Centre Amusement Co. Limited

Purpose 3:6-7
Report to House without amendment 3:4

Bill S-7—An Act respecting the National Dental Examining Board of Canada

Amendments
Preamble, English text 4:13
Cl. 3—Purposes of Board 4:11-3
Cl. 4—Powers of Board 4:13
Consultations with provinces, responsibilities 4:8-9, 10
Dental auxiliaries 4:7, 9, 10, 11, 12
Purpose 4:7, 9, 10-1
Report to House with amendments 4:4

Centre Amusement Co. Limited

Petition late filing annual returns 1:7-9

Center Amusement Co. Limited, An Act respecting
See

Bill S-6

Clermont, Gaston, M.P. (Gatineau)

Bill S-6—An Act respecting Centre Amusement Co. Limited 3:6-7
Bill S-7—An Act respecting the National Dental Examining Board of Canada 4:8-9, 12-3
Petition of Centre Amusement Co. Limited 1:8
Petition of National Dental Examination Board of Canada 2:7

Dunlap, J. G., Q.C., Parliamentary Agent

Bill S-6, comments 3:6-8

Duquet, Gérard, M.P. (Quebec East) Chairman

Bill S-6—An Act respecting Centre Amusement Co. Limited 3:6, 8
Bill S-7—An Act respecting National Dental Examining Board of Canada 4:7-14
Petition of Centre Amusement Co. Limited 1:7-9
Petition of National Dental Examining Board of Canada 2:6-7

Foster, Dr. Maurice, M.P. (Algoma)

Bill S-7—An Act respecting the National Dental Examining Board of Canada 4:10-1, 14

King, Jeffrey L. D., Parliamentary Agent

Bill S-7, statement, discussion 4:7-11

McKenzie, Dan, M.P. (Winnipeg South Centre)

Bill S-7—An Act respecting the National Dental Examining Board of Canada 4:8
Petition of Centre Amusement Co. Limited 1:8

Miscellaneous, Private Bills and Standing Orders, Standing Committee

Recommendations to the House
Centre Amusement Co. Limited 1:4, 6, 8-9

CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES

Comité permanent des Bills privés en général et du
Règlement
1^{re} Session, 29^e législature, 1973-74

INDEX

Bill S-6—Loi concernant la Centre Amusement Co. Limited

But 1:7, 8; 3:6-7
Rapport à la Chambre sans modification 3:4, 5, 8

Bill S-7—Loi concernant the National Dental Examining Board of Canada

Amendements
Préambule, texte anglais 4:13
Art. 3—Objets du Bureau 4:11-3
Art. 4—Pouvoirs du Bureau 4:13
Auxiliaires dentaires 4:7, 9, 10, 11, 12
But 4:7, 9, 10-1
Provinces, consultation, responsabilités 4:8-9, 10
Rapport à la Chambre avec amendements 4:4

Bills privés en général et du Règlement, Comité permanent

Recommandations à la Chambre
Centre Amusement Co. Limited, pétition acceptée avec amende 1:4, 6, 8-9
(the) National Dental Examining Board of Canada, pétition acceptée avec amende 2:5, 7

Centre Amusement Co. Limited

Motion, précédents, procédure 1:6, 8
Pétition, raison retard 1:7-9

Centre Amusement Co. Limited, Loi concernant

Voir
Bill S-6

Clermont, Gaston, député (Gatineau)

Bill S-6—Loi concernant la Centre Amusement Co. Limited 3:6-7
Bill S-7—Loi concernant The National Dental Examining Board of Canada 4:8-9, 12-3
Pétition de la *Centre Amusement Co. Limited* 1:8
Pétition de *National Dental Examining Board of Canada* 2:7

Dunlap, M. John C., c.r., Agent parlementaire, Centre Amusement Co. Limited

Bill S-6, commentaires 3:7-8

Duquet, Gérard, député (Québec-Est) Président

Bill S-6—Loi concernant la Centre Amusement Co. Limited 3:6, 8
Bill S-7—Loi concernant The National Dental Examining Board of Canada 4:7-14
Pétition de la *Centre Amusement Co. Limited* 1:7-9
Pétition de *The National Dental Examining Board of Canada* 2:6-7

Foster, Dr Maurice, député (Algoma)

Bill S-7—Loi concernant The National Dental Examining Board of Canada 4:10-1, 14

(The) National Dental Examining Board of Canada
2:4, 5, 7

National Dental Examining Board of Canada

Petition late filing annual returns 2:6-7

(The) National Dental Examining Board of Canada, An Act respecting

See

Bill S-7

Nelson, Ed, M.P. (Burnaby-Seymour)

Bill S-7—An Act respecting the National Dental Examining Board of Canada 4:11-2

Poulin, F. H., M.P. (Ottawa Centre)

Bill S-6, statement 3:6-7

Sponsor petition Centre Amusement Co. Limited 1:7-9

Railton, S. V., M.P. (Welland)

Bill S-7, discussion 4:11-4

Sponsor petition National Dental Examining Board of Canada 2:6-7

Reports to the House

First 1:4

Second 2:4

Third 3:4

Fourth 4:4

Scott, William C., M.P. (Victoria-Haliburton)

Bill S-1—An Act respecting the National Dental Examining Board of Canada 4:9-10

Witnesses

—Dunlop, J. G., Q.C., Parliamentary Agent, Centre Amusement Co. Limited

—King, Jeffrey, Parliamentary Agent, The National Dental Examining Board of Canada

—Poulin, F. H., M.P. (Ottawa Centre)

—Railton, S. V., M.P. (Welland)

King, M. Jeffrey, Agent parlementaire, National Dental Examining Board of Canada

Bill S-7, témoignage 4:7-11

McKenzie, Dan, député (Winnipeg-Sud-Centre)

Bill S-7—Loi concernant The National Dental Examining Board of Canada 4:8

Pétition de la *Centre Amusement Co. Limited* 1:8

(the) **National Dental Examining Board of Canada**

Pétition, retard dépôt, raison 2:5, 6-7

(the) **National Dental Examining Board of Canada, Loi concernant**

Voir

Bill S-7

Nelson, Ed, député (Burnaby-Seymour)

Bill S-7—Loi concernant The National Dental Examining Board of Canada 4:11-2

Poulin, M. Hugh, député (Ottawa-Centre)

Présentation

Bill S-6 1:7-8; 3:6-7

Pétitions Centre Amusement Co. Limited 1:7-8

Railton, M. Victor, député (Welland)

Bill S-7, témoignage 4:11-4

Présentation pétition, The National Dental Examining Board of Canada 2:6

Rapports à la Chambre

Premier 1:4

Deuxième 2:4

Troisième 3:4

Quatrième 4:4

Scott, William C., député (Victoria-Haliburton)

Bill S-7—Loi concernant The National Dental Examining Board of Canada 4:9-10

Témoins

—Dunlap, M. John J., c.r., Agent parlementaire, Centre Amusement Co. Limited

—King, M. Jeffrey, Agent parlementaire, National Dental Examining Board of Canada

—Poulin, M. F. H., député (Ottawa-Centre)

—Railton, M. Victor, député (Welland)

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 1

Monday, March 25, 1974

Chairman: Mr. Gérard Duquet

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 1

Le lundi 25 mars 1974

Président: M. Gérard Duquet

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Private Bills and Standing Orders

Bills privés en général et du Règlement

RESPECTING:

Organization Meeting and Bill C-264,
An Act respecting the Eastern Canada
Synod of the Lutheran Church in America

CONCERNANT:

Réunion d'organisation et Bill C-264
Loi concernant le Synode de l'Est du Canada
de l'Église Luthérienne d'Amérique

INCLUDING:

The First Report

Y COMPRIS:

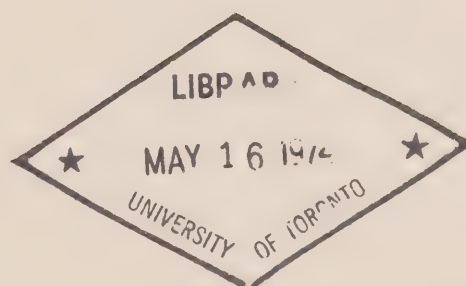
Le premier rapport

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



Second Session

Twenty-ninth Parliament, 1974

Deuxième session de la

vingt-neuvième législature, 1974

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS PRIVATE BILLS
AND STANDING ORDERS

Chairman: Mr. G. Duquet

Vice-Chairman: P. Stollery

Messrs.

Baker	Foster
Caccia	Jarvis
Caouette (<i>Charlevoix</i>)	McKenzie

COMITÉ PERMANENT DES
BILLS PRIVÉS EN GÉNÉRAL
ET DU RÈGLEMENT

President: M. G. Duquet

Vice-Président: P. Stollery

Messieurs

Morgan	Nelson
Munro	Smith
(<i>Esquimalt-Saanich</i>)	(<i>Saint-Jean</i>)—(12)

(Quorum 7)

Le greffier du Comité

Fernand Despatie

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Monday, March 11, 1974:

Mr. Caouette (*Charlevoix*) replaced Mr. Fortin.

On Wednesday, March 20, 1974:

Mr. Marceau replaced Mr. Railton.

On Monday, March 25, 1974:

Mr. Munro (*Esquimalt-Saanich*) replaced Mr. Thomas (*Moncton*); Mr. Morgan replaced Mr. Scott.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi 11 mars 1974:

M. Caouette (*Charlevoix*) remplace M. Fortin.

Le mercredi 20 mars 1974:

M. Marceau remplace M. Railton.

Le lundi 25 mars 1974:

M. Munro (*Esquimalt-Saanich*) remplace M. Thomas (*Moncton*); M. Morgan remplace M. Scott.

ORDER OF REFERENCE

Thursday, March 14, 1974.

ORDERED,—That Bill C-264, An Act respecting the Eastern Canada Synod of the Lutheran Church in America, be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders.

ATTEST

ORDRE DE RENVOI

Le jeudi 14 mars 1974

IL EST ORDONNÉ,—Que le Bill C-264, Loi concernant le Synode de l'Est du Canada de l'Église Luthérienne d'Amérique, soit déféré au Comité permanent des bills privés en général et du Règlement.

ATTESTÉ

Le Greffier de la Chambre des communes

ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of Commons

REPORT TO THE HOUSE

The Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders has the honour to present its

FIRST REPORT

Pursuant to its Order of Reference dated Thursday, March 14, 1974, your Committee has considered Bill C-264, An Act respecting the Eastern Canada Synod of the Lutheran Church in America, and has agreed to report it without amendment.

A copy of the Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (*Issue No. 1*) is tabled.

Respectfully submitted,

Le président

GÉRARD DUQUET

Chairman

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le Comité permanent des bills privés en général et du Règlement a l'honneur de présenter son

PREMIER RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du jeudi 14 mars 1974, le Comité a étudié le Bill C-264, Loi concernant le Synode de l'Est du Canada de l'Église Luthérienne d'Amérique, et a convenu d'en faire rapport sans modification.

Un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages relatifs à ce Bill (*fascicule n° 1*) est déposé.

Respectueusement soumis,

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, MARCH 25, 1974.

(1)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Private Bills and Standing Orders met this day at 8:40 o'clock p.m., for the purpose of organization.

Members of the Committee present: Messrs. Caccia, Duquet, Foster, Jarvis, Marceau, Munro (*Esquimalt-Saanich*), Smith (*St. Jean*), Stollery.

Other Member present: Mr. Langlois.

Witness: Mr. W. G. Robinson, Parliamentary Agent for the Eastern Canada Synod of the Lutheran Church in America.

The Clerk of the Committee presided over the election of the Chairman of the Committee.

Mr. Stollery, seconded by Mr. Munro moved,—That Mr. Duquet do take the Chair of this Committee as Chairman.

The question being put on the said motion, it was agreed to and Mr. Duquet was invited to take the Chair.

Mr. Duquet thanked the Committee for the honour bestowed on him and called for a motion to appoint a Vice-Chairman.

Mr. Marceau, seconded by Mr. Foster moved,—That Mr. Stollery be appointed Vice-Chairman of this Committee.

The question being put on the said motion, it was agreed to.

Agreed,—That the Committee print 850 copies of its Minutes of Proceedings and Evidence, and as a supplementary issue, an Index prepared by the Library of Parliament.

By unanimous consent, the Committee then proceeded to consider Bill C-264, An Act respecting the Eastern Canada Synod of the Lutheran Church in America.

The Preamble was allowed to stand.

On Clause 1—

The witness made a statement and answered questions.

Mr. Munro moved,—That the affidavits declaring that the petitioners duly advertised in compliance with the Standing Orders be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (*See Appendix "A"*).

And the question being put on the said motion, it was agreed to.

Clause 1 carried.

Clause 2 carried.

Clause 3 carried.

The Preamble carried.

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 25 MARS 1974

(1)

[Traduction]

Le Comité permanent des bills privés en général et du Règlement se réunit aujourd'hui à 20 h. 40 pour s'organiser.

Membres du Comité présents: MM. Caccia, Duquet, Foster, Jarvis, Marceau, Munro (*Esquimalt-Saanich*), Smith (*Saint-Jean*), Stollery.

Autre député présent: M. Langlois.

Témoin: M. W. G. Robinson, Agent parlementaire du Synode de l'Est du Canada de l'Église Luthérienne d'Amérique.

Le Greffier du Comité préside à l'élection du président du Comité.

M. Stollery, appuyé par M. Munro, propose,—Que M. Duquet occupe le fauteuil de ce comité en tant que président.

La motion, mise aux voix, est acceptée et M. Duquet est invité à occuper le fauteuil.

M. Duquet remercie le Comité de l'honneur qui lui est conféré.

M. Marceau, appuyé par M. Foster, propose,—Que M. Stollery soit nommé vice-président du Comité.

La motion, mise aux voix, est acceptée.

Il est convenu,—Que le Comité fasse imprimer 850 exemplaires de ses procès-verbaux et témoignages et, en tant que fascicule supplémentaire, un index préparé par la Bibliothèque du Parlement.

Le Comité, avec l'assentiment unanime, entreprend alors l'étude du bill C-264, Loi concernant le Synode de l'Est du Canada de l'Église Luthérienne d'Amérique.

Le préambule est réservé.

À l'article 1—

Le témoin fait une déclaration et répond aux questions qui lui sont posées.

M. Munro propose,—Que les pétitions au Parlement déclarant que les requérants ont publié l'annonce en conformité au Règlement soient imprimées en appendices aux procès-verbaux et témoignages d'aujourd'hui. (*Voir appendice «A»*)

Et la question étant mise aux voix sur ladite motion, elle est acceptée.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le préambule est adopté.

The Title carried.

Le titre est adopté.

The Bill carried.

Le bill est adopté.

Ordered,—That the Chairman report Bill C-264, without amendment.

Il est ordonné,—Que le président fasse rapport du bill C-264, sans amendement.

Ordered,—That the Minutes of Proceedings and Evidence of this day's meeting be printed for the use of the Committee and of the House at the Report Stage.

Il est ordonné,—Que les procès-verbaux et témoignages de la réunion d'aujourd'hui soient imprimés à l'intention du Comité et de la Chambre des communes lors de l'étape du rapport.

At 9:15 o'clock p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

A 21 h. 15, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le Greffier du Comité

Charles Bellemare

Clerk of the Committee

APPENDIX "A"

DOMINION OF CANADA

Province of Ontario
Regional Municipality of Ottawa-Carleton

IN THE MATTER OF AN APPLICATION
TO PARLIAMENT FOR A PRIVATE BILL,

Re: Eastern Canada Synod of the
Lutheran Church in America

To Wit:

I, Walter Gherardi Robinson of the City of Ottawa in
the Regional Municipality of Ottawa-Carleton.

Do Solemnly Declare that

1. I am the Solicitor for the Eastern Canada Synod of
the Lutheran Church in America.

2. A true copy of the advertisement attached to the
margin hereof, and marked "A" was published in the
following issues of the Canada Gazette published at the
City of Ottawa in the Province of Ontario viz.: February
16, February 23, March 2, and March 9, 1974.

3. A true copy of the advertisement attached to the
margin hereof, and marked "B" was published in the
following issues of the a newspaper
published at in the Province of
..... viz.:

4. A true copy of the advertisement attached to the
margin hereof, and marked "C" was published in the
following issues of the a newspaper
published at in the Province of
..... viz.:

(5. *The head office of the Company is situated at the
City of Kitchener in the Province of Ontario).

And I make this Solemn Declaration conscientiously
believing it to be true and knowing that it is of the same
force and effect as if made under oath and by virtue of
"The Canada Evidence Act."

*In cases of amendments to charters only.

Declared before me at the City of Ottawa in the
Regional Municipality of Ottawa-Carleton this 11th day
of March A.D. 1974.

E. Honeywell
A Commissioner, etc.
WALTER G. ROBINSON

EASTERN CANADA SYNOD OF THE LUTHERAN CHURCH IN AMERICA

Notice is hereby given that the Eastern Canada Synod
of the Lutheran Church in America, with the object of
broadening its powers to invest in securities and real
estate and to give it full power to designate signing offi-
cers in connection with the execution of conveyances and
instruments, will apply to the Parliament of Canada at
its present, next or following ensuing session for an Act
amending its Act of incorporation (being chapter 32 of
the Statutes of Canada, 1885, as amended by chapter 64

APPENDICE «A»

DOMINION DU CANADA

Province de l'Ontario
Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton

Re: PÉTITION AU PARLEMENT EN VUE
D'UN BILL PRIVÉ RELATIF AU

Synode de l'est du Canada de l'Église
Luthérienne d'Amérique

À savoir:

Je, Walter Gherardi Robinson de la ville d'Ottawa
dans la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton.

Déclare solennellement

1. Que je suis l'avocat du Synode de l'Est du Canada de
l'Église Luthérienne d'Amérique.

2. Qu'une copie conforme de l'annonce annexée en
marge de la présente déclaration et indiquée par la lettre
«A», a été publiée dans les éditions suivantes de la
Gazette du Canada, journal publié dans la ville d'Ottawa
dans la province de l'Ontario, savoir: le 16 février, le 23
février, le 2 mars et le 9 mars 1974.

3. Qu'une copie conforme de l'annonce annexée en
marge de la présente déclaration et indiquée par la lettre
«B», a été publiée dans les éditions suivantes de
journal publié à dans la province de
....., savoir:

4. Qu'une copie conforme de l'annonce annexée en
marge de la présente déclaration et indiquée par la lettre
«C», a été publiée dans les éditions suivantes de
journal publié à dans la province de
....., savoir:

(5. *Le siège social de la compagnie est situé dans la
ville de Kitchener, dans la province de l'Ontario).

Et je fais cette déclaration solennelle consciencieuse-
ment, la croyant vraie, et sachant qu'elle a la même vi-
gueur et le même effet que si elle avait été faite sous
serment et en vertu de «La loi de la preuve en Canada».

*Dans le cas de modifications à la charte seulement.

Déclaré par-devant moi en la cité d'Ottawa dans la
municipalité régionale d'Ottawa-Carleton ce 11^e jour de
mars A.D. 1974.

E. Honeywell
Commissaire, etc.
WALTER G. ROBINSON

SYNODE DE L'EST DU CANADA DE L'ÉGLISE LUTHÉRIENNE D'AMÉRIQUE

On fait savoir que le Synode de l'Est du Canada de
l'Église Luthérienne d'Amérique, dans le but d'obtenir
des pouvoirs plus vastes qui lui permettront d'effectuer
des placements dans des valeurs et des biens immobiliers,
et pleins pouvoirs pour désigner les administrateurs habi-
lités à signer pour lui les actes translatifs de propriété et
les documents, demandera au Parlement du Canada, à
sa présente session, à la suivante ou à la session ulté-
rieure, une loi qui modifiera celle de sa constitution (soit

of the Statutes of Canada, 1963), authorizing the corporation to invest its funds and moneys in investments in which life insurance companies are authorized by the Canadian and British Insurance Companies Act to invest funds and giving the corporation the same power to acquire and hold real estate as have life insurance companies under the Canadian and British Insurance Companies Act, and repealing the provision in the present Act dealing with the execution of conveyances and instruments by specified officers of the corporation. To effect these changes, sections 4 and 5 of the Act will be repealed and appropriate sections will be substituted and section 6 will be repealed.

Dated at the City of Kitchener, in the Regional Municipality of Waterloo, in the Province of Ontario, this 1st day of February, 1974.

“A” EASTERN CANADA SYNOD OF THE
LUTHERAN CHURCH IN AMERICA

THE REV. DR. OTTO F. REBLE
President

THE REV. ROY N. GROSZ
Secretary

Suite 502, 251 King Street West
Kitchener, Ontario

[7-4-o]

DOMINION OF CANADA

Province of Ontario
Regional Municipality of Waterloo

IN THE MATTER OF AN APPLICATION TO
PARLIAMENT FOR A PRIVATE BILL,

Re: Eastern Canada Synod of the Lutheran Church
in America

To Wit:

I, Stewart Ross Mank of the City of Kitchener in the Regional Municipality of Waterloo.

Do Solemnly Declare that:

1. I am the Solicitor for Eastern Canada Synod of the Lutheran Church in America.

2. A true copy of the advertisement attached to the margin hereof, and marked “A” was published in the following issues of the Kitchener-Waterloo Record a newspaper published at the city of Kitchener in the Province of Ontario viz.: February 7, February 14, February 21, and February 28, 1974.

3. A true copy of the advertisement attached to the margin hereof, and marked “B” was published in the following issues of the a newspaper published at in the Province of viz.:

4. A true copy of the advertisement attached to the margin hereof, and marked “C” was published in the

le chapitre 32 des Statuts du Canada, 1885, tel qu'il a été modifié par le chapitre 64 des Statuts du Canada, 1963), l'autorisera à placer ses fonds et ses deniers dans les mêmes valeurs que celles dans lesquelles les compagnies d'assurance-vie sont autorisées à faire des placements en vertu des dispositions de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques*, qui lui donnera le même pouvoir d'acquérir et de détenir des biens immobiliers que celui que ladite Loi accorde aux compagnies d'assurance-vie, et qui abrogera la disposition de la présente Loi décrétant que les actes translatifs de propriété et les documents doivent être signés par des administrateurs nommément désignés de la corporation. Pour effectuer ces modifications, il faudra abroger les articles 4 et 5 de la Loi et y substituer les articles appropriés, et abroger également l'article 6.

Kitchener, municipalité régionale de Waterloo (Ontario), le 1^{er} février 1974.

«A» SYNODE DE L'EST DU CANADA DE
L'ÉGLISE LUTHÉRIENNE D'AMÉRIQUE

Le président
LE RÉVÉREND OTTO F. REBLE

Le secrétaire
LE RÉVÉREND ROY N. GROSZ

Suite 502, 251 ouest, rue King
Kitchener (Ontario)

[7-4]

DOMINION DU CANADA

Province de l'Ontario
Municipalité régionale de Waterloo

Re: PÉTITION AU PARLEMENT EN VUE
D'UN BILL PRIVÉ RELATIF AU

Synode de l'est du Canada de l'Église
Luthérienne d'Amérique

À savoir:

Je, Stewart Ross Mank de la ville de Kitchener dans la municipalité régionale de Waterloo.

Déclare solennellement

1. Que je suis l'avocat du Synode de l'Est du Canada de l'Église Luthérienne d'Amérique.

2. Qu'une copie conforme de l'annonce annexée en marge de la présente déclaration et indiquée par la lettre «A», a été publiée dans les éditions suivantes de Kitchener-Waterloo Record, journal publié dans la ville de Kitchener dans la province de l'Ontario, savoir: le 7 février, le 14 février, le 21 février et le 28 février 1974.

3. Qu'une copie conforme de l'annonce annexée en marge de la présente déclaration et indiquée par la lettre «B», a été publiée dans les éditions suivantes de journal publié à dans la province de , savoir:

4. Qu'une copie conforme de l'annonce annexée en marge de la présente déclaration et indiquée par la

following issues of the a newspaper published at in the Province of viz.:

(5. *The head office of the Company is situated at the City of Kitchener in the Province of Ontario).

And I make this Solemn Declaration conscientiously believing it to be true and knowing that it is of the same force and effect as if made under oath and by virtue of "The Canada Evidence Act."

*In cases of amendments to charters only.

Declared before me at the City of Kitchener in the Regional Municipality of Waterloo this 6th day of March A.D. 1974.

Marilyn D. MacKenzie
A Commissioner, etc.

STEWART ROSS MANK

Legal Notice

NOTICE OF PRIVATE BILL EASTERN CANADA SYNOD of the LUTHERAN CHURCH in AMERICA

NOTICE IS HEREBY GIVEN that the Eastern Canada

Synod of the Lutheran Church in America, with the object of broadening its powers to invest in securities and real estate and to give it full power to designate signing officers in connection with the execution of conveyances and instruments, will apply to the Parliament of Canada at its present, next or following ensuing session for an Act amending its Act of incorporation, (being chapter 32 of the Statutes of Canada, 1885, as amended by chapter 64 of the Statutes of Canada, 1963), authorizing the corporation to invest its funds and moneys in investments in which life insurance companies are authorized by the Canadian and British Insurance Companies Act to invest funds and giving the corporation the same power to acquire and hold real estate as have life insurance companies under the Canadian and British Insurance Companies Act, and repealing the provision in the present Act dealing with the execution of conveyances and instruments by specified officers of the corporation. To effect these changes, sections 4 and 5 of the Act will be repealed and appropriate sections will be substituted and section 6 will be repealed.

DATED at the City of Kitchener, in the Regional Municipality of Waterloo, in the Province of Ontario, this 1st day of February, 1974.

EASTERN CANADA SYNOD of the
LUTHERAN CHURCH in AMERICA

Per: The Rev. Dr. Otto Reble, President,

The Rev. Roy N. Grosz, Secretary,

Suite 505, 251 King Street West,
Kitchener, Ontario

lettre «C», a été publiée dans les éditions suivantes de journal publié à dans la province de, savoir:

(5. *Le siège social de la compagnie est situé dans la ville de Kitchener dans la province de l'Ontario).

Et je fais cette déclaration solennelle consciencieusement, la croyant vraie, et sachant qu'elle a la même vigueur et le même effet que si elle avait été faite sous serment et en vertu de «La loi de la preuve en Canada».

*Dans le cas de modifications à la charte seulement.

Déclaré par-devant moi en la cité de Kitchener dans la municipalité régionale de Waterloo, ce 6^e jour de mars A.D. 1974.

Marilyn D. MacKenzie
Commissaire, etc.

STEWART ROSS MANK

Avis Légal

AVIS DE BILL PRIVÉ LE SYNODE DE L'EST DU CANADA DE L'ÉGLISE LUTHÉRIENNE D'AMÉRIQUE

ON FAIT SAVOIR que le Synode de l'Est du Canada

de l'Église Luthérienne d'Amérique, dans le but d'obtenir des pouvoirs plus vastes qui lui permettront d'effectuer des placements dans des valeurs et des biens immobiliers, et pleins pouvoirs pour désigner les administrateurs habilités à signer pour lui les actes translatifs de propriété et les documents, demandera au Parlement du Canada, à sa présente session, à la suivante ou à la session ultérieure, une loi qui modifiera celle de sa constitution (soit le chapitre 32 des Statuts du Canada, 1885, tel qu'il a été modifié par le chapitre 64 des Statuts du Canada, 1963), l'autorisera à placer ses fonds et ses deniers dans les mêmes valeurs que celles dans lesquelles les compagnies d'assurance-vie sont autorisées à faire des placements en vertu des dispositions de la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, qui lui donnera le même pouvoir d'acquiescer et de détenir des biens immobiliers que celui que ladite Loi accorde aux compagnies d'assurance-vie, et qui abrogera la disposition de la présente Loi décrétant que les actes translatifs de propriété et les documents doivent être signés par des administrateurs, nommément désignés de la corporation. Pour effectuer ces modifications, il faudra abroger les articles 4 et 5 de la Loi et y substituer les articles appropriés, et abroger également l'article 6.

KITCHENER, municipalité régionale de Waterloo (Ontario), le 1^{er} février 1974.

SYNOD DE L'EST DU CANADA DE
L'ÉGLISE LUTHÉRIENNE D'AMÉRIQUE

Le président,
LE RÉVÉREND OTTO F. REBLE

Le secrétaire,
LE RÉVÉREND ROY N. GROSZ

«A» Suite 502, 251 ouest, rue King
Kitchener (Ontario)

«A»

EVIDENCE*(Recorded by Electronic Apparatus)*

Monday, March 25, 1974

● 2039

[Text]

The Clerk: Gentlemen, your first item of business is to elect a Chairman. I am ready to receive motions to that effect.

Mr. Stollery: I move Mr. Duquet as Chairman.

The Clerk: Is there a seconder?

Mr. Munro (Esquimalt-Saanich): I second the motion.

The Clerk: If there are no further nominations, I will put the first motion.

It is moved by Mr. Stollery and seconded by Mr. Munro that Mr. Duquet take the Chair of this Committee as Chairman. Is it agreed?

Motion agreed to.

Le président: Je ne vous ferai pas un long discours, je vous remercie beaucoup.

Une voix: C'est assez!

● 2040

The Chairman: Thank you very much for the honour.

We will now proceed, if you like, to the election of a Vice-Chairman. Does anybody want to propose someone?

M. Marceau: Je propose M. Stollery.

Mr. Foster: I second the motion.

Le président: M. Gilles Marceau propose, appuyé par M. Maurice Foster, que M. Peter Stollery soit élu vice-président de ce Comité.

Est-ce qu'il y a d'autres nominations?

Une voix: Non.

Le président: Alors, je déclare M. Stollery élu.

We will now proceed to a motion for the printing. We had 850 copies last year. Does anyone think we should take the same quantity and so propose? Mr. Munro.

Mr. Munro (Esquimalt-Saanich): May I ask if all 850 were used?

The Chairman: There are a very few in reserve.

Alors, M. Munro propose, appuyé par M. Marceau, que l'impression de 850 copies des procès-verbaux des séances de ces comités soit faite.

Nous avons pour étude un bill, le Bill C-264 qui a été renvoyé au Comité. Bill C-264 is an Act respecting the Eastern Canada Synod of the Lutheran Church in America...et nous pourrions peut-être procéder immédiatement, avant de lever la séance, si c'est le désir des membres de ce Comité.

TÉMOIGNAGES*(Enregistrement électronique)*

Le lundi 25 mars 1974

[Interpretation]

Le greffier: Messieurs, votre premier poste dans l'ordre des travaux est l'élection d'un président. Je suis prêt à accueillir les motions à cet effet.

M. Stollery: Je propose M. Duquet comme président.

Le greffier: Est-ce que la motion est appuyée?

M. Munro (Esquimalt-Saanich): J'appuie la motion.

Le greffier: S'il n'y a pas d'autres nominations, je vais proposer la première motion.

Il est proposé par M. Stollery, appuyé par M. Munro, que M. Duquet assume les fonctions de président de ce Comité. Êtes-vous d'accord?

La motion est adoptée.

The Chairman: I am not going to make a long speech. Thank you very much.

An hon. Member: Enough!

Le président: Je vous remercie beaucoup de l'honneur que vous me conférez.

Nous allons maintenant procéder, si vous le voulez bien, à l'élection d'un vice-président. Est-ce qu'il y a des nominations à proposer?

M. Marceau: I nominate Mr. Stollery.

M. Foster: Je seconde la motion.

The Chairman: Mr. Gilles Marceau, seconded by Mr. Maurice Foster, nominates Mr. Peter Stollery as Vice-Chairman of this Committee.

Any other nominations?

An hon. Member: No.

The Chairman: I declare Mr. Stollery elected.

Nous allons maintenant entendre la motion concernant l'impression. Nous avons imprimé 850 exemplaires l'année dernière. Est-ce que cette même quantité semble suffisante et quelqu'un veut-il la proposer? Monsieur Munro.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Pourrais-je demander si les 850 exemplaires ont été utilisés?

Le président: Il en reste très peu en stock. Moved by Mr. Munro, seconded by Mr. Marceau, that 850 copies of votes and proceedings of this Committee be printed.

We have for study Bill C-264 referred to this Committee.

Bill C-264, Loi concernant le Synode de l'Est du Canada de l'Église luthérienne d'Amérique...and we could now proceed before adjourning if the members so wish.

[Texte]

Mr. Munro (Esquimalt-Saanich): On a point of order, may I ask if there is no steering committee organized on this Committee?

Mr. Duquet: Not on this Committee. The Committee is small; there are only 12 members and we did not think it was necessary to have a steering committee.

Mr. W. G. Robinson represents here the Eastern Canada Synod of the Lutheran Church in America. If the members of the Committee do not have any objections, we could perhaps go through that bill now. It is not a very contentious bill and maybe we can deal with it right now, if it is agreeable to the Committee.

Are there any objections?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: This is our only Order of Reference: Bill C-264, An Act respecting the Eastern Canada Synod of the Lutheran Church in America. Unfortunately, the sponsor, Dr. Railton, who was substituting for Mr. Hymmen during his illness, is not here tonight. But Mr. W. G. Robinson, Parliamentary Agent, is here and could explain the bill if it is the wish of the Committee to proceed.

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: So, Mr. Robinson, will you please explain the meaning of the bill?

Mr. W. G. Robinson (Parliamentary Agent): Thank you, Mr. Chairman. Essentially, the circumstances surrounding this bill are that Waterloo Lutheran University, which was owned by the church, was sold to the Province of Ontario for approximately \$3 million. Under the existing legislation the investment powers of the Lutheran Church were very limited. The Lutheran Church had several legal opinions that they did not extend beyond investment in direct government debt. The Lutheran Church has a responsibility, in the form of a trust. I suppose, that they should invest this large amount of money that they have come into as effectively as they can, and in order to do that it was recommended by the investment committee of the executive board, that the investment powers of the Lutheran Church be expanded to approximate those of insurance companies carrying on business under the Canadian and British Insurance Companies Act.

• 2045

The reason for going through the procedure in this way, rather than using the procedure under the Canada Corporations Act, which is now available, is that the way the church is organized would require a meeting of the Synod which does not take place until June, and only in June and it would take something in the order of a year before the investment powers could be expanded if they proceeded under the procedure provided in the Canada Corporations Act. So they have decided instead to proceed by way of this bill.

I think the bill is reasonably self-explanatory. There are the normal safeguards, provided in the British and Canadian Insurance Companies Act, and I think rather

[Interprétation]

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Au sujet du Règlement, pourrais-je savoir si un comité directeur a été organisé par ce Comité?

M. Duquet: Non. Le Comité est peu nombreux, il ne compte que 12 membres et nous n'avons pas jugé nécessaire d'instituer un comité directeur.

M. W. G. Robinson représente le Synode de l'Est du Canada de l'Église luthérienne d'Amérique. Si les membres du Comité ne s'y opposent pas, nous pourrions peut-être étudier le bill dès maintenant. Il ne prête pas beaucoup à controverse et nous pourrions en dispenser immédiatement si le Comité le veut.

Est-ce qu'il y a de l'opposition?

Des voix: D'accord.

Le président: C'est notre seul ordre de renvoi: le Bill C-264, Loi concernant le Synode de l'Est du Canada de l'Église luthérienne d'Amérique. Malheureusement, le répondant, M. Railton, agissant au nom de M. Hymmen durant son absence pour cause de maladie, n'est pas présent ce soir; mais M. W. G. Robinson, agent parlementaire, est présent et pourrait nous expliquer en quoi consiste le bill si le Comité désire l'étudier maintenant.

Des voix: D'accord.

Le président: Ainsi, monsieur Robinson, voulez-vous, s'il vous plaît, nous expliquer en quoi consiste le bill?

M. W. G. Robinson (agent parlementaire): Merci, monsieur le président. Ce qui essentiellement suscite le bill c'est que l'Université luthérienne de Waterloo, qui était propriété de notre culte, a été vendue à la province d'Ontario pour quelque 3 millions de dollars. Conformément à l'actuelle législation, les pouvoirs d'investissement de l'Église luthérienne sont très limités. Il est dit dans plusieurs avis juridiques que l'Église luthérienne ne doit investir que dans des obligations du gouvernement. Elle a, comme n'importe quel fiduciaire, j'imagine, la responsabilité d'investir le capital considérable qu'elle a en sa possession, d'une manière aussi rentable que possible. Pour cette raison, le comité d'investissement du conseil d'administration recommande que les pouvoirs d'investissement de l'Église luthérienne soient étendus de manière à égaliser ceux des compagnies d'assurance qui sont réglementées par la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques.

Si l'on veut procéder de cette manière et non pas en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes, ce qui serait maintenant possible, c'est que la manière dont l'Église est organisée exigerait la réunion du synode, qui n'aura lieu qu'au mois de juin, et qu'il faudra quelque chose comme 12 mois avant que les pouvoirs d'investissement ne puissent être élargis dans le cadre de l'application de la Loi sur les corporations canadiennes. Pour cette raison, l'Église a opté pour ce bill.

Je crois qu'il est inutile d'expliquer ce bill. Il comprend les sauvegardes normales, telles que prévues dans la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et

[Text]

than belabour this point I would sooner see if there are specific concerns of members of this Committee that I might speak to directly.

Thank you Mr. Chairman.

The Chairman: Are there any questions? Yes, sir?

Mr. Jarvis: May I, Mr. Chairman? Mr. Robinson, I presume this had substantial, if not overwhelming support of the members of the Synod?

Mr. Robinson: Yes, the authorization to bring the application to Parliament. Because of the nature of the organization of the Synod, it meets once a year and has about 300 members, because of the way it's organized, it was not going to meet until June, so they conducted a mail ballot. The results were: of 295 people polled by letter, 227 responded of which 218 approved.

Mr. Jarvis: You are a lawyer, Mr. Robinson?

Mr. Robinson: Yes, I am.

Mr. Jarvis: Do you know whether the ballot included the reference to the investment being limited to those authorized for Canadian and British Insurance Companies?

Mr. Robinson: Yes.

Mr. Jarvis: The ballot included that?

Mr. Robinson: Yes. That is my understanding, and that was the recommendation of the investment committee of the executive board of the Synod.

The Chairman: Thank you Mr. Jarvis. Mr. Foster.

Mr. Foster: Does this represent a new departure for churches being able to invest in this way? Or, are there other precedents where churches that have a national charter are able to invest? Are you familiar with that.

Mr. Robinson: I am not personally familiar with the charters held by other churches, although I understand that the other synods of this church have more flexible investment powers than this Synod. This particular problem arises directly because of the sale of the university, otherwise there would not be enough money to make the problem real.

The Chairman: Mr. Foster?

Mr. Foster: I will pass, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Caccia.

Mr. Caccia: Thank you Mr. Chairman. Through you to Mr. Robinson, what would be the practical consequences if this bill were not to be approved?

Mr. Robinson: The practical consequences, Mr. Chairman, are that the Synod, which is now forced to invest in direct government debt only, could well risk financial

[Interpretation]

britanniques. Pour cette raison, et au lieu de perdre inutilement du temps, je vous invite à passer tout de suite aux questions pour voir si elles vous posent des problèmes.

Merci, monsieur le président.

Le président: Avez-vous des questions? Oui, monsieur?

M. Jarvis: Puis-je, monsieur le président? Monsieur Robinson, j'imagine que la plupart sinon la totalité des membres du synode sont d'accord avec ce bill?

M. Robinson: Oui, le conseil a donné son accord pour présenter sa demande au Parlement. A cause de l'organisation du synode, qui ne se réunit qu'une fois l'an et qui se compose d'environ 300 membres, et que la prochaine réunion n'aura lieu que le mois prochain; on a organisé un vote par correspondance. Sur 295 personnes interrogées, nous avons reçu 227 réponses et 218 approbations.

M. Jarvis: Êtes-vous un avocat, monsieur Robinson?

M. Robinson: Oui.

M. Jarvis: Savez-vous si le vote comprenait également la question à savoir que les pouvoirs d'investissement seraient limités à ceux octroyés aux compagnies d'assurance canadiennes et britanniques?

M. Robinson: Oui.

M. Jarvis: Il en était question sur le formulaire de vote?

M. Robinson: Oui. C'est ce que je crois au moins, et c'est d'ailleurs la recommandation du comité d'investissement du conseil d'administration du synode.

Le président: Merci, monsieur Jarvis. Monsieur Foster.

M. Foster: Est-ce que le droit d'effectuer de tel investissement sera quelque chose de nouveau pour les Églises? Savez-vous s'il y a déjà des Églises normalement constituées qui ont ce genre de droit?

M. Robinson: Personnellement, j'ignore les formes de constitution des autres Églises, quoique les autres conseils de cette Église semblent avoir des pouvoirs d'investissement plus souples que ce synode. C'est la vente de l'université qui a créé ce problème, autrement, il n'y aurait pas eu assez d'argent pour cela.

Le président: Monsieur Foster?

M. Foster: Je passerai, monsieur le président.

Le président: Monsieur Caccia.

M. Caccia: Merci, monsieur le président. Quelles seraient les conséquences d'un rejet de ce bill, monsieur Robinson?

M. Robinson: Il en résulterait que le synode, qui est actuellement obligé de limiter ses investissements aux obligations du gouvernement, devrait peut-être encaisser

[Texte]

detriment in terms of the flexibility of their investments. They would like to diversify the investments they are making and they would like to make long-term, rather than short-term investments, which they are now forced to make, and which makes the investment over the long run a rather unstable proposition.

• 2050

Mr. Caccia: Who benefits, Mr. Chairman, from the present pattern of investment on the part of the Synod?

Mr. Robinson: Who benefits now?

Mr. Caccia: Considering the limited range of investment possibilities that are open now, who benefits at the present time from this limited range of investment?

Mr. Robinson: I am not sure that I follow your question.

The Chairman: Who loses maybe would be appropriate wording.

Mr. Robinson: What the Synod would like to do is to benefit more than it now benefits under the limited terms of its investment powers.

Mr. Caccia: All right. Following the suggestion of the Chairman, if there would be any, who would be the losers by this change in the legislation? Would it be the investment in the public sector on the part of any institution like this?

Mr. Robinson: No. I think it simply puts the Synod in a position to make investments that are the proper discharge of the trust it has in respect of its congregations through the funds that it has under its control, and right now those are very limited. It is not by the way limited exclusively to public debt. It is also limited to mortgages under the existing bill, under the existing legislation, but under the expanded powers.

Mr. Caccia: Under the existing legislation it can invest in private mortgages...

Mr. Robinson: Yes, I believe so.

Mr. Caccia: ... and public?

Mr. Robinson: Yes, I believe so.

Mr. Caccia: And it can invest in what else?

Mr. Robinson: Federal and provincial direct debt and municipal direct debt.

Mr. Caccia: So really potentially the adoption of this bill could reduce the availability of capital for public financing?

Mr. Robinson: Yes, I think it could, if public financing was not as attractive a proposition for the church in exercising its responsibility over funds that it has for the church, yes, I think that could be a possibility.

[Interprétation]

des pertes par manque de souplesse dans ses investissements. A l'heure actuelle, il ne peut que faire des investissements à court terme, ce qui n'est pas une opération très solide à longue échéance. Pour cette raison, le synode aimerait diversifier ses investissements et pouvoir en effectuer à long terme.

M. Caccia: Monsieur le président, qui profite actuellement des méthodes d'investissement choisies par le Synode?

M. Robinson: Qui en profite maintenant?

M. Caccia: Compte tenu de la gamme limitée des possibilités d'investissements qui leur sont maintenant ouvertes, qui profite actuellement de cette gamme limitée d'investissements?

M. Robinson: Je ne suis pas sûr d'avoir compris votre question.

Le président: Qui perd serait peut-être une formulation plus appropriée.

M. Robinson: Ce que le Synode aimerait faire, c'est d'en tirer de plus grands avantages qu'il ne le fait maintenant avec des pouvoirs d'investissement limités.

M. Caccia: D'accord. Pour respecter la suggestion du président, si tel était le cas, qui seraient les perdants avec cette modification législative? S'agirait-il de l'investissement dans le secteur public de la part d'une institution de ce genre?

M. Robinson: Non. Je pense que cela permet simplement au Synode d'être en mesure de faire des investissements qui lui permettent de s'acquitter correctement de ses responsabilités à l'égard de la congrégation au moyen des fonds qu'il a sous son contrôle; or, ceux-ci sont actuellement très limités. Ceci ne se limite pas, soit dit en passant, exclusivement à la dette publique. Ceci se limite également aux hypothèques dans le cadre du bill actuel et de la loi actuelle, et même des pouvoirs accrus...

M. Caccia: Dans le cadre de la loi actuelle, on peut investir dans des hypothèques privées...

M. Robinson: Oui, je le crois.

M. Caccia: ... et publiques?

M. Robinson: Oui, je le crois également.

M. Caccia: Et on peut investir dans quoi d'autre?

M. Robinson: La dette directe fédérale et provinciale et la dette directe municipale.

M. Caccia: Donc, éventuellement, l'adoption de ce bill pourrait réduire les disponibilités de capital pour le financement public?

M. Robinson: Oui, je pense qu'en effet, si le financement public n'était pas une proposition aussi attrayante pour l'Eglise dans l'exercice de ses responsabilités à l'égard des fonds qu'elle détient pour l'Eglise, oui, je pense que ce serait une possibilité.

[Text]

Mr. Caccia: Could it mean, carrying the example to the extreme, that there would be fewer buyers of Canada Savings Bonds, for instance?

Mr. Robinson: That depends on the kind of direct debt that the investment committee of the Synod would advise the Synod to invest in and whether it would be bonds or not, I am not sure.

Mr. Caccia: But missing the alternative or letting the alternative of private insurance or private mortgages, this could be a possibility.

Mr. Robinson: Yes, although the powers they ask for certainly do not exclude in any way the opportunity that the Synod has to invest in government debt and one of the reasons that it wants broadened powers is so that it can invest not simply in government debt, but in a variety of investments that will yield a substantially better return for the church.

Mr. Caccia: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Caccia. Mr. Munro.

Mr. Munro (Esquimalt-Saanich): Mr. Robinson, I assume that you are engaged by the Synod to present their case here this evening.

Mr. Robinson: Yes, I am.

Mr. Munro (Esquimalt-Saanich): Do you have and could you depose here as part of our documentation the results of the referendum or survey that was carried out?

Mr. Robinson: I do not have the documentary evidence of that result.

Mr. Munro (Esquimalt-Saanich): Is it public?

Mr. Robinson: I see no reason why it should not be although I do not have the specific authority to say that it is. I informed myself this afternoon from the office of the church in Kitchener and the basis on which the ballot was taken was that all of those persons who were accredited delegates to the last Synod convention were polled by mail, and that was 295 people. Of those, 227 responded, and of those 218 approved, 6 disapproved and 3 were spoiled.

Mr. Munro (Esquimalt-Saanich): I do not want to hold up proceedings, but I think coming cold into a meeting like this and being asked to broaden the powers of a body such as the Synod we would be within our rights as a parliamentary committee before changing the law or agreeing to amend it to have documentary evidence that this is the will of the Synod—not disputing your word, but you can understand. You have come here and I do not question your *bona fide* intention but we would see better if we knew that the Synod really wished this, and that this was the wish of the polled members of the Synod.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I am in your hands on that.

[Interpretation]

M. Caccia: Cela pourrait-il vouloir dire, pour pousser l'exemple à l'extrême, qu'il y aurait moins d'acheteurs d'Obligations d'épargne du Canada, par exemple?

M. Robinson: Cela dépendrait du genre de dette directe que le comité d'investissement du Synode conseillerait comme investissement, et s'il s'agirait d'obligations ou non, je n'en suis pas certain.

M. Caccia: Mais s'il n'y avait pas la solution de rechange des assurances privées, ou hypothèques privées, ce serait une possibilité.

M. Robinson: Oui, bien que les pouvoirs qu'il demande n'excluent certainement en aucune façon les possibilités pour le Synode d'investir dans la dette gouvernementale, et une des raisons pour lesquelles il veut des pouvoirs accrus est qu'il veut pouvoir investir non seulement dans la dette gouvernementale, mais dans une variété d'investissements qui rapporteront un revenu sensiblement plus élevé à l'Église.

M. Caccia: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Caccia. Monsieur Munro.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur Robinson, je présume que vous êtes engagé par le Synode pour défendre son cas ici ce soir.

M. Robinson: Oui, je le suis.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Avez-vous et pourriez-vous déposer ici ce soir, comme partie de notre documentation, les résultats du référendum ou de l'enquête qui a été réalisée?

M. Robinson: Je n'ai pas la documentation attestant de ces résultats.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Est-ce public?

M. Robinson: Je ne vois aucune raison du contraire, bien que je n'aie pas l'autorisation précise de dire que ce l'est. Je me suis informé cet après-midi auprès du bureau de l'église de Kitchener. Le sondage a été réalisé en prenant pour principe que toutes les personnes qui étaient des délégués accrédités à la dernière convention du Synode ont été interrogées par la poste; il s'agissait de 295 personnes. De ce nombre, 227 ont répondu, dont 218 étaient favorables et 6 désapprouvaient, 3 bulletins ayant été rejetés.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Je ne veux pas retarder les procédures, mais j'estime qu'en arrivant à froid dans une réunion de ce genre, où l'on nous demande d'accroître les pouvoirs d'un organisme comme le Synode, nous serions justifiés en tant que membres d'un comité parlementaire, avant de modifier la loi, ou d'accepter de la modifier, de vouloir posséder une preuve écrite que c'est la volonté du Synode; je ne mets pas en doute votre parole, mais vous pouvez me comprendre. Vous êtes venus ici et je ne mets pas en doute votre bonne foi; mais nous y verrions plus clair si le synode s'exprimait ouvertement dans ce sens.

M. Robinson: Monsieur le président, je ferai comme vous l'entendez.

[Texte]

The Chairman: Mr. Munro, I would like to give you information I just received: that this has been printed in the *Canada Gazette* for weeks, and nobody opposed it at all.

Mr. Munro (Esquimalt-Saanich): All right, in that case it is available. I think we should have a record of the place in the *Canada Gazette* where this particular poll was recorded so that it can be tied in with the decisions that we may be asked to take this evening.

I am just thinking of an extreme case, of course; we may do something that the Synod eventually would not approve of.

The Chairman: Your question is quite acceptable, Mr. Munro.

Mr. Munro (Esquimalt-Saanich): I think we can rely on the Clerk to find the actual reference in the *Gazette* to append it to our minutes of tonight's proceedings. I am quite prepared to accept that.

The Chairman: Is that agreeable to everybody?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: May I just put one question, Mr. Robinson? I have read the bill also, and am I to understand that they sold that university and received a large amount of money—nearly \$1 million, I think you said it was?

Mr. Robinson: Three million dollars.

The Chairman: Three million dollars! So it does not mean that the Synod is not now in a very good financial position. I suppose the bill intends to permit transactions with debt funding instead of having it frozen.

Mr. Robinson: Oh no.

The Chairman: It is not really frozen, but I mean they have not got the power to use that money for the purpose they are asking now?

Mr. Caccia: Buy Canada Savings Bonds.

Mr. Munro (Esquimalt-Saanich): That and mortgages are all they can buy. Under proposed Sections 4 and 5 they can do certain things and they want power, as I understand it to do something more.

An hon. Member: Like what?

Mr. Robinson: The Investment Committee has an investment policy that has been passed by the Executive Board of the Synod that outlines the kind of investments they would like to make, and essentially it is really an effort to diversify the portfolio of investments that the Synod would make.

The Chairman: Maybe if I were to read proposed Section 4, it would enlighten some members.

Mr. Jarvis: I think we know what they want to do, Mr. Chairman. I do not blame them a bit. They want to hedge against inflation, so I do not blame them a bit.

[Interprétation]

Le président: Monsieur Munro, je tiens à vous communiquer un renseignement qu'on vient de me signaler et notamment que ceci a été imprimé dans la *Gazette* du Canada depuis des semaines, sans avoir été mis en cause par quiconque.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): D'accord, dans ce cas-là on peut l'obtenir. Il faudrait préciser l'endroit exact dans la *Gazette* du Canada où ce vote figure, de façon à ce qu'il puisse servir de base aux décisions que nous aurons à prendre ce soir.

Ainsi dans un cas extrême, nous pourrions prendre une décision qui ne serait pas approuvée par le synode.

Le président: Votre question est parfaitement recevable, monsieur Munro.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): On pourrait demander au greffier de bien vouloir trouver les différences exactes dans la *Gazette* du Canada de façon à les faire figurer dans les comptes rendus de la séance de ce soir. Je serais tout à fait d'accord sur cette procédure.

Le président: Tout le monde est d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Vous permettez, monsieur Robinson que je pose une question? J'ai moi aussi lu le bill et j'ai cru comprendre que l'université avait été vendue et qu'ils avaient touché un montant important, près d'un million de dollars.

M. Robinson: Trois millions de dollars.

Le président: Trois millions de dollars! Donc le synode est loin d'être dans une situation financière précaire. Je présume que le bill autoriserait des transactions qui permettraient d'utiliser ces fonds plutôt que de les bloquer.

M. Robinson: Pas du tout.

Le président: Je ne voulais pas dire bloquer, mais si je comprends bien ils ne sont pas autorisés à utiliser ces fonds pour cet objectif-ci?

M. Caccia: Acheter des Bons du Trésor du Canada.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): C'est tout ce qu'ils peuvent acheter ainsi que des hypothèques. Or en application des articles 4 et 5, ils seraient autorisés à faire d'autres transactions, et c'est ce qu'ils veulent.

Une voix: Quelles transactions?

M. Robinson: Le comité d'investissement a adopté une politique d'investissement, politique approuvée par le conseil d'administration du synode et qui donne un aperçu des investissements qu'ils aimeraient faire, il s'agirait essentiellement de diversifier leur portefeuille d'investissements.

Le président: Il serait peut-être utile que je vous donne lecture du projet de l'article 4.

M. Jarvis: Nous savons déjà ce qu'ils veulent faire, monsieur le président et je ne pourrais leur en tenir rigueur. Ils veulent notamment se prémunir contre l'inflation ce qui est fort compréhensible.

[Text]

The Chairman: Are there any further questions?

Are you ready to vote on the bill?

Clauses 1, 2 and 3 agreed to.

Preamble agreed to.

Title agreed to.

The Chairman: Shall I report the bill without amendments?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Is it the wish of the Committee that the *Minutes of Proceedings* of this day's meeting be printed for the use of the Committee or of the House of Commons at the report stage?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: That is all gentlemen. The Committee is adjourned to the Call of the Chair. Thank you very much.

Mr. Robinson: Thank you very much indeed.

[Interpretation]

Le président: Y a-t-il d'autres questions?

Êtes-vous prêts à passer au vote?

(Les articles 1, 2 et 3 sont adoptés.)

Le préambule est adopté.

Le titre est adopté.

Le président: Vais-je rapporter le projet de loi sans amendement?

Des voix: D'accord.

Le président: Les membres du Comité sont-ils d'accord pour faire imprimer le compte rendu de la séance d'aujourd'hui en vue de son utilisation par le Comité ou la Chambre des communes à l'étape du rapport.

Des voix: D'accord.

Le président: C'est tout, messieurs. La séance est levée jusqu'à nouvelle convocation de la présidence. Je vous remercie?

M. Robinson: Moi aussi, je vous remercie.



ACCO®

ACCOPRESS™/MC



YELLOW	25070	JAUNE
BLACK	25071	NOIR
BLUE	25072	BLEU
RL. BLUE	25073	RL. BLEU
GREY	25074	GRIS
GREEN	25075	VERT
RUST	25078	ROUILLE
EX RED	25079	ROUGE

ACCO CANADA INC.
WILLOWDALE, ONTARIO

* INDICATES
75% RECYCLED
25% POST-
CONSUMER FIBRE



* SIGNIFIE 75 %
FIBRES RECYCLEES
25 % DECHETS DE
CONSOMMATION

BALANCE OF PRODUCTS
25% RECYCLED

AUTRES PRODUITS
25 % FIBRES RECYCLEES

